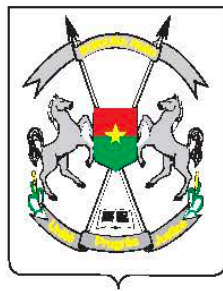


PRIMATURE

CABINET



BURKINA FASO

Unité-Progress-Justice

Discours sur la situation de la Nation 2020

De Son Excellence Monsieur Christophe Joseph Marie DABIRE,

Premier Ministre, Chef du Gouvernement du Burkina Faso

Prononcé devant l'Assemblée Nationale



Ouagadougou, le 19 Mai 2020

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Mesdames et Messieurs,

Ce matin, je me présente devant vous comme l'exige la Constitution du Burkina Faso, dans le but d'exposer, à votre auguste Assemblée, la Situation de la Nation. Aujourd'hui, ce devoir de redevabilité, se déroule dans un contexte marqué par les affres de l'actualité brûlante de la crise liée à la pandémie du COVID-19 dont les premiers cas ont été révélés, le 09 mars 2020, au Burkina Faso.

Dans l'histoire, notre pays a connu des crises sanitaires. Toutefois, le COVID-19 est sans précédent ailleurs comme au Burkina Faso, où il endeuille des familles et handicape nos compatriotes, profondément perturbés, dans leurs habitudes socio-économiques.

Prenant la mesure de la gravité de cette pandémie, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, a fait deux adresses à la nation : la première, le 20 mars 2020, pour édicter des mesures restrictives de libertés, dans le but de freiner la propagation du coronavirus et rompre ainsi la chaîne de transmission communautaire ; la seconde, le 02 avril 2020, pour annoncer des mesures d'accompagnement à même de soulager nos concitoyens durement touchés par les effets pervers de cette crise soudaine et rapidement répandue .

C'est le lieu pour moi de saluer la mobilisation générale de la population, son adhésion aux mesures difficiles prises par le Président du Faso. Par ailleurs, j'apprécie à sa juste valeur, la chaîne de solidarité qui s'est créée à cette occasion, dans un élan de sursaut national et dans un esprit de coopération internationale.

Je remercie l'Assemblée Nationale, son Président et chaque député pris individuellement, pour toutes les initiatives visant non seulement à accompagner les efforts du Gouvernement, mais surtout à être aux côtés des populations de leurs circonscriptions électorales de base.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Comme je le disais tantôt, la lutte contre le coronavirus a, une fois de plus, démontré les capacités de résilience de notre peuple à affronter l'adversité, que dis-je, les adversités auxquelles il fait face depuis 2016.

L'année 2019 a été incontestablement difficile pour tous les Burkinabè et cette réalité, personne dans cet hémicycle ne la découvre. Avec courage, notre pays a fait face à des épreuves souvent graves telles que les attaques terroristes de plus en plus complexes et les conflits communautaires.

En ce qui concerne les attaques terroristes, les décisions politiques et militaires prises, ont permis à nos Forces de défense et de sécurité, d'adopter de nouvelles stratégies face aux groupes armés terroristes.

Vous vous souviendrez des nombreuses opérations militaires organisées en 2019, parfois avec les partenaires engagés avec nous dans cette lutte contre le terrorisme, qui ont permis de démanteler de nombreux groupes, en neutralisant certains de leurs combattants.

La montée en puissance de notre armée nationale a été rendue possible grâce aux efforts d'équipement, de formation et de réorganisation. Ces efforts ont été grandement facilités par l'expertise et le soutien logistique de la coopération internationale.

Nos forces de défense et de sécurité, convaincues de la nécessité et de l'urgence de défendre la patrie et de relever le défi de la protection des populations désarmées face aux groupes armés terroristes, se battent avec détermination contre ces individus sans foi ni loi.

Toutefois, l'évolution de la situation sécuritaire en 2019 a conduit le Gouvernement à solliciter de votre auguste Assemblée, l'autorisation de mobiliser des volontaires pour la défense de la patrie.

C'est le lieu pour moi de rendre hommage à nos forces de défense et de sécurité et à ces volontaires, engagés dans cette lutte. Je salue la mémoire de tous ceux qui ont été victimes de ces actes d'une barbarie inqualifiable.

Dans ce combat difficile que mènent nos Forces de défense et de sécurité contre cet ennemi invisible, elles ont par moments fait l'objet de critiques. Je peux vous rassurer qu'elles interviennent en ayant à l'esprit, le respect des droits humains et la sécurité des personnes qui ont trouvé refuge au Burkina Faso. En tout état de cause, chaque fois qu'il y a des présomptions d'exactions, d'incidents graves ou de manquements, des procédures administratives et judiciaires sont diligentées pour faire la lumière sur la situation.

D'ailleurs, le rapport présenté par notre pays l'année dernière, devant le Comité des Nations Unies de lutte contre la torture, a convaincu les membres dudit Comité sur l'importance des efforts que nous avons fournis en matière de protection des droits humains. Cela a valu au Burkina Faso d'être élu comme membre du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. De même, les progrès accomplis en matière de gestion des réfugiés ont favorisé l'acceptation de notre candidature comme membre statutaire au Comité Exécutif du Programme du Haut-commissariat des nations Unies pour les réfugiés.

Au-delà de l'exceptionnelle mobilisation de nos FDS et des populations organisées contre le terrorisme, la résilience de notre peuple s'est manifestée également à travers ses capacités à endiguer les conflits communautaires dont l'éclosion aurait pu compromettre durablement les fondements de notre nation.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Face aux événements tragiques qui ont entraîné des déplacements de populations, qui d'entre nous n'a pas apprécié l'expression spontanée de la solidarité des Burkinabè et de nos partenaires, pour aider nos compatriotes qui ont dû quitter de force leurs domiciles ?

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de réponse humanitaire élaboré à l'effet de prendre en charge les besoins de première nécessité de ces personnes déplacées internes, les interventions du Gouvernement sont évaluées à plus de 3,9 milliards de FCFA en 2019.

Je voudrais saluer ici les Partenaires techniques et financiers et les Organisations non gouvernementales qui nous accompagnent dans l'exécution de ce plan. Je tiens enfin à encourager la mobilisation citoyenne aux cotés de nos compatriotes éprouvés.

Pour résoudre de façon durable les crises qui sapent notre *vivre-ensemble* et les perspectives de développement de notre pays, le Gouvernement a apporté depuis 2017, une réponse à leurs causes économiques et sociales, à travers la mise en œuvre de programmes spécifiques.

Il s'agit du Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso, élargi depuis 2018 à toutes les régions à défis sécuritaires. Au cours de l'année écoulée, nous avons financé la réalisation de 224 projets d'investissement à hauteur de 134,5 milliards de FCFA, dont certains sont toujours en exécution.

Il s'agit également du Programme d'appui au développement des économies locales dont l'exécution de la première phase en 2019 a permis d'engager la réalisation de plus de 3 000 infrastructures économiques et le financement de 617 promoteurs de microprojets.

Honorables Députés,

Comme en 2018, le front social a été agité en 2019 et ce, malgré les multiples appels à la trêve sociale lancés par le Président du Faso. Dans son message à la Nation du 31 décembre 2019, il a instruit le Gouvernement de reprendre et d'achever le dossier de la réforme du système de rémunérations dans une optique d'équité et de justice. En attendant la conclusion des travaux engagés, j'invite tous les acteurs à s'investir pour l'apaisement du climat social afin d'aboutir à des résultats durablement satisfaisants pour tous.

Le Gouvernement agit dans ce sens, en étant conscient de la nécessité d'apurer d'abord le passif des engagements pris et d'apporter ensuite des réponses aux préoccupations nouvelles des travailleurs.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Malgré le contexte difficile dans lequel se met en œuvre le Plan national de développement économique et social, un des volets qui atteste indéniablement la forte résilience du Burkina Faso est la stabilité de l'activité économique. En 2019, le taux de croissance économique est ressorti à 5,7%. Ce taux, en léger recul par rapport à 2018, reste l'un des plus élevés de la sous-région. Il traduit la compétitivité de notre économie, et justifie à souhait, la confiance que les partenaires et le secteur privé continuent de placer en notre pays.

En effet, dans son rapport sur l'état du secteur privé en 2019, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso note que le nombre d'entreprises

créées au niveau national a connu une hausse de 5%. De même, l'afflux des investissements directs étrangers s'est inscrit en légère hausse par rapport à son niveau de l'année précédente.

La confiance accordée par le privé et les partenaires au développement en notre économie est aussi la résultante de sa saine gestion. Grâce à la maîtrise des dépenses publiques et la bonne tenue des recettes fiscales, en hausse de 17,3% par rapport à 2018, nous avons remis sous contrôle le déficit budgétaire qui a été pour la première fois, depuis 2016, contenu à 3% du PIB. C'est la conséquence des mesures adoptées pour contenir les dépenses improductives.

Les résultats atteints en 2019 en matière de mobilisation des ressources extérieures sont également un motif de satisfaction. Les montants des décaissements au titre des appuis budgétaires ont atteint 192 milliards de FCFA, représentant 93,4% des prévisions.

Quant aux appuis projets, leur taux de décaissement a été de 97%, pour un montant d'un peu plus de 292 milliards de FCFA. C'est la preuve de l'efficacité de notre diplomatie financière.

Les changements que nous avons introduits dans notre politique de promotion de l'investissement et la poursuite des réformes relatives à la modernisation de l'administration dans l'optique de l'adapter à l'évolution du temps ont eu pour effet, de rendre attractive notre Economie et d'en améliorer la gouvernance.

Ainsi, pour rendre meilleur le fonctionnement de l'appareil judiciaire, votre auguste Assemblée a adopté en mai 2019, la loi réorganisant le système judiciaire avec pour innovations majeures, la création des tribunaux de paix à la place des tribunaux départementaux et des tribunaux d'arrondissement à compétences contentieuses étendues.

Vous avez également, en adoptant les lois relatives au Code de procédure pénale et au Code pénal, renforcé ces instruments pour permettre une répression efficace de certaines infractions.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Notre volonté de modernisation de l'administration s'est traduite par la dématérialisation de certaines procédures. Ainsi, nous avons poursuivi en 2019, la consolidation du guichet virtuel de l'administration lancée en 2018. A ce jour, 500 procédures administratives des Ministères et Institutions sont accessibles en ligne. De plus, la plateforme e-concours a permis l'inscription en ligne des candidats de tous les concours professionnels organisés par l'Etat, ainsi que l'inscription des candidats à 87 concours directs, contre seulement 50 en 2018.

En matière de gouvernance économique et financière, nous avons poursuivi la mise en place des instruments de planification et de financement. A ce titre, je me contenterai de vous rappeler :

- le dénombrement de la population effectué dans le cadre du 5^{ème} Recensement général de la population et de l'habitation ;
- l'ouverture des agences de la Banque agricole du Faso à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, en vue du financement de l'agriculture ;
- la sélection de 30 nouvelles startups portant le nombre cumulé de startups financées de 2017 à 2019 à 82, pour un montant cumulé de financement de 2,75 milliards FCFA.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

L'un des piliers de la politique menée par le Gouvernement, se rapporte à la transformation de notre économie afin de la rendre plus compétitive. En la matière, nous avons maintenu les efforts de réalisation des infrastructures nécessaires à l'amorce de la transformation structurelle de l'économie, tout en continuant l'accompagnement du développement des secteurs de production et d'expansion des services marchands.

Ainsi, au titre des infrastructures de soutien à la transformation de l'économie, le Gouvernement a porté à 771 km, la longueur totale des routes bitumées ou ayant reçu un entretien de 2016 à 2019. 960 autres km sont en travaux. Pour 2020, l'objectif est d'engager la réalisation de 614 km.

Au cours de la même période, sur 2 323 km de pistes rurales, dont les travaux ont été engagés, 1928 km sont achevés.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Gouvernement a également renforcé les investissements dans le secteur de l'énergie. Cela a permis de porter la puissance électrique installée à 410 Mégawatts en 2019 contre 359,5 Mégawatts en 2018. L'accroissement de la production nationale renforcé par les interconnexions avec la République de Côte d'Ivoire et la République du Ghana a permis de porter l'offre d'énergie à plus de 620 Mégawatts et d'amoindrir par conséquent les délestages et les coupures intempestives d'électricité en 2019. En termes de couverture, ce sont au total 67 nouvelles localités qui ont été électrifiées en 2019, grâce aux différents projets d'électrification. Les projets de centrales électriques en cours, une fois achevés, devraient permettre d'atteindre plus de 1000 Mégawatts.

Dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication, il vous souviendra que vous avez adopté le 23 avril 2019, la loi qui modifie celle du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso. Cette loi permet à l'autorité de régulation de prendre des mesures contraignant les opérateurs de téléphonie à améliorer la qualité des services offerts aux populations. De même, notre pays s'est doté d'un Schéma directeur d'aménagement numérique pour la planification à moyen et long termes du déploiement des infrastructures numériques à haut débit. Ainsi, le linéaire de fibre optique implantée dans le cadre des projets PRECAO, BackBone et du G-Cloud s'établit à 1 502 km.

Outre le développement des infrastructures de soutien à l'économie, le Gouvernement s'est investi à accroître la productivité et la résilience des secteurs de production.

Ainsi, **dans le secteur agricole**, malgré un contexte marqué par l'inaccessibilité de certaines zones agricoles et pastorales, et en dépit des aléas naturels, la production céréalière de la campagne agricole 2019/2020 s'est stabilisée à 4,94 millions de tonnes.

Elle est en hausse de 9,9% par rapport à la moyenne des 5 années précédentes. Cela a permis de dégager comme l'année précédente un excédent céréalier brut.

De même, au cours de l'année écoulée, des progrès ont été enregistrés dans le sens de la concrétisation de certains des projets structurants du secteur agricole que sont, l'unité de production d'engrais minéraux à base de phosphate et l'unité de montage de tracteurs et de motoculteurs qui pourraient voir leur aboutissement dès cette année 2020.

La Centrale d'achat des intrants et matériels agricoles (CAIMA), qui a fait l'objet d'une recommandation forte lors la Journée nationale du paysan à Gaoua, est en voie d'opérationnalisation de même que le Fonds de développement agricole.

Au niveau des **Ressources animales**, le Gouvernement a inscrit son action dans deux directions à savoir : l'accroissement de la productivité et la valorisation de la production.

Ainsi, nous avons réalisé des parcs de vaccination, des puits pastoraux et j'ai personnellement lancé les travaux de l'abattoir moderne de Ouahigouya en décembre 2019.

En ce qui concerne **l'Environnement**, le Gouvernement a élaboré et adopté la Stratégie nationale d'économie verte (2019-2023) et la Stratégie nationale 2019-2027 de création des éco-villages qui constituent des instruments importants de promotion de l'économie verte, de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Accroître durablement la production dans le secteur primaire, suppose d'organiser son écoulement, mais surtout de la transformer afin d'allonger la durée de vie des produits issus de ce secteur et d'en accroître la valeur.

C'est pourquoi, le Gouvernement a consenti d'importants efforts pour promouvoir la qualité, normaliser et labéliser les produits. A ce titre, nous avons lancé des projets pour la labélisation de quatre produits de notre terroir parmi lesquels le Faso Dan Fani dont le processus a abouti.

Par ailleurs, il a œuvré à opérationnaliser de nouveaux projets industriels dont la construction de l'usine d'égrenage de coton bio à Koudougou, inaugurée le 30 janvier 2020 par le président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.

Il a enfin apporté des appuis à l'écoulement des produits des unités industrielles nationales en difficulté.

Le **secteur minier**, a connu l'entrée en activité de trois nouvelles mines industrielles portant la production d'or à 50 tonnes en 2019.

Cette performance aurait certainement été meilleure si le secteur n'avait pas connu des difficultés liées aux attaques terroristes et aux mouvements d'humeur de certaines populations riveraines.

Fait partie des progrès tangibles enregistrés dans le secteur, l'opérationnalisation du Fonds Minier de Développement Local.

Dans le domaine des **Transports**, le Gouvernement poursuit la modernisation et la professionnalisation de l'industrie des transports routiers par l'émission des titres sécurisés (cartes grises, permis de conduire) et l'amélioration de la mobilité urbaine avec le renforcement du parc des bus et l'accroissement des lignes.

S'agissant de la **Communication**, le Gouvernement a achevé la réforme du fonds d'appui à la presse privée qui en plus de la subvention publique octroie des prêts pour l'investissement. Le taux de couverture par la télévision s'est amélioré grâce au déploiement de la TNT et l'installation de nouveaux émetteurs pour la radio nationale.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Le développement du capital humain fait l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement car il concentre en lui seul, l'essentiel des engagements majeurs du Programme présidentiel.

En matière de **Santé**, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans.

Il œuvre à l'étendre progressivement à la contraception moderne, en tant que mesure puissante d'accélération de la capture du dividende démographique.

Nous avons pris la mesure des difficultés rencontrées sur le terrain et travaillons à les corriger dans le sens d'améliorer l'impact de cet instrument qui constitue l'un des principaux leviers de la politique sociale du Président du Faso.

Par ailleurs, le Gouvernement :

- a poursuivi le relèvement du niveau des plateaux techniques des centres de santé ;
- a réalisé 59 CSPS, normalisé 67 autres, lancé les travaux du CHR de Manga et inauguré le CHR de Ziniaré ;
- a entamé la mise en œuvre de la loi sur la fonction publique hospitalière en vue d'améliorer les conditions de travail du personnel de santé ;
- a renforcé les effectifs du personnel soignant avec la mise à disposition de 150 médecins spécialistes, 500 médecins généralistes, 50 pharmaciens généralistes et 10 pharmaciens spécialistes.

Conscient que la préservation du bon état de santé des populations requiert également la maîtrise des facteurs de sa dégradation tel que l'accès à l'eau potable, le Gouvernement a réalisé en milieu rural plus de 1280 forages neufs, et 62 systèmes d'Adduction d'eau potable simplifiés. Il a réhabilité 554 forages et 18 systèmes d'Adduction d'eau potable simplifiés.

En milieu urbain, il a construit 506 km de réseau d'adduction d'eau potable et 188 bornes fontaines.

En outre, nous avons subventionné le branchement de plus de 27 000 ménages au réseau d'adduction d'eau de l'ONEA.

Au total, ces efforts ont permis de porter le taux d'accès à l'eau potable de 72,4% en 2016 à 75,4% en 2019 au niveau national.

L'inauguration du barrage de Samandeni le 30 novembre 2019 ouvre de nouvelles perspectives à la maîtrise de l'eau de surface et à l'électrification. Dans le même sens, le Gouvernement a procédé au lancement des travaux du barrage de Sanguin, dans la province du Namentenga, en décembre 2019. Cet ouvrage va permettre à terme, l'approvisionnement en eau des villes comme Boulsa, Pouytenga, Koupela et Zorgho.

En matière **d'Assainissement**, nous avons assisté également plus de 27 000 ménages à se doter de latrines hygiéniques et équipé 4 centres de traitement et de valorisation des déchets plastiques.

Pour l'accès au logement décent, en 2019, 1 041 logements sociaux et économiques ont été construits dans les villes de Banfora, Koudougou, Ouagadougou, Tenkodogo et Ziniaré.

Dans les **domaines de l'Education**, notre système a subi les assauts des terroristes qui ont contraint de nombreux apprenants et enseignants à abandonner leur lieu d'exercice. Malgré la destruction ou la fermeture d'écoles, le Gouvernement a pu organiser pour la seconde fois, sur les sites de Djibo, Fada N'Gourma, Gorom-Gorom, Kaya et Ouahigouya les examens et concours scolaires au profit des candidats n'ayant pas pu participer aux sessions normales.

Le Gouvernement félicite les partenaires sociaux de l'éducation qui ont grandement contribué à l'apaisement du climat, permettant ainsi

l'achèvement de l'année scolaire 2018-2019 et la poursuite des politiques éducatives.

Un autre acquis de l'école burkinabè, à fin 2019, a été la réalisation :

- de 2 578 salles de classes dont 1 167 sont en cours de finition, en vue de résorber celles sous paillotes, initialement identifiées ;
- de 1 405 salles de classes en vue notamment de la normalisation des écoles de moins de 6 classes ;
- de 5 lycées professionnels dont 1 en finition ;
- de 2 lycées techniques ;
- de 8 lycées scientifiques dont 2 en finition ;
- de 5 Collèges d'enseignement et de formation technique et professionnelle dont 2 au stade de finition.

Au niveau de **l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation**, les efforts du Gouvernement ont consisté au recrutement du personnel enseignant, au renforcement des infrastructures et équipements dans les universités et centres universitaires.

Le démarrage des enseignements dans les nouveaux Centres universitaires de Banfora et de Ziniaré est effectif, et l'autonomisation de ceux de Dori, Gaoua, Kaya et Tenkodogo est très avancée. Ces acquis traduisent notre volonté de désengorger les principales universités et de rapprocher les étudiants de leur sphère familiale.

Pour la professionnalisation de l'enseignement supérieur, nous avons continué le processus d'opérationnalisation de l'Ecole polytechnique de Ouagadougou avec la création de nouvelles filières de formation et la conduite des études de faisabilité pour l'ouverture des filières du génie industriel, du génie mécanique, du génie textile et du génie informatique et des télécommunications.

La **Recherche et l'Innovation** n'ont pas été en reste dans l'action gouvernementale. La particularité en 2019 a été le renforcement du financement des projets individuels de recherche par le Fonds national de recherche et d'innovation pour le développement, et l'élaboration des premiers programmes fédérateurs de recherche.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

La **promotion de l'insertion socioprofessionnelle** des jeunes et des femmes a constitué également un pan important de la politique menée par le Gouvernement en 2019.

A ce titre au nombre des acquis, je me contenterai d'évoquer :

- la création de l'Agence nationale de formation professionnelle ;
- l'équipement des CFP de Bobo-Dioulasso, de Ouagadougou et de Ziniaré.

Le Gouvernement a renforcé le dispositif de formation professionnelle par la création de centres de formation professionnels et par la mise en place de nouveaux instruments de financement et d'appui à la formation professionnelle (YouthConnect Burkina, Fonds Khalifa...).

L'organisation réussie du Forum national des Jeunes à Bobo-Dioulasso en septembre 2019 constitue une avancée significative dans la mobilisation de cette frange importante de la population pour contribuer au développement du Burkina Faso. Il en est de même du Forum national de l'économie informelle qui a eu lieu en juillet 2019 à Ouagadougou.

Ces fora ont permis aux jeunes et aux acteurs du secteur informel d'avoir un dialogue direct avec le Président du Faso sur leurs préoccupations.

Le Gouvernement a, en outre, doté plus de 400 associations et groupements féminins en matériels ou en unités de production. Il a apporté des

financements à des projets portés par des femmes et des jeunes à travers différents fonds.

Enfin, sans être exhaustif, au cours de l'année écoulée, le Gouvernement a :

- assisté plus de 68 600 ménages vulnérables par des transferts directs de revenus ;
- fourni des vivres et du matériel de survie à plus de 60 700 personnes vulnérables et apporté des appuis spécifiques à plus de 67 000 enfants vulnérables.

Honorables Députés,

2019 a été aussi marquée par le rayonnement international du Burkina Faso sur les plans culturel et sportif.

Le secteur de la culture et du tourisme a bien résisté à la situation sécuritaire difficile. Cette résilience a permis au Gouvernement d'œuvrer à inscrire le site de la métallurgie ancienne du fer sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et surtout d'organiser avec un franc succès, la 25^{ème} édition du FESPACO qui a coïncidé avec le cinquantenaire de cette importante manifestation.

Au niveau du tourisme, la résilience se mesure à l'aune des 161 demandes de licences d'affaires que le Gouvernement a accordées à des opérateurs privés pour un montant prévisionnel d'investissements de plus de 45 milliards de FCFA.

En matière de sport, le Gouvernement a poursuivi, l'effort de développement des infrastructures sportives et de loisirs, le renforcement des capacités des acteurs sportifs, la détection des talents et la création de conditions pour favoriser l'émergence de l'entrepreneuriat sportif.

Je salue les performances des athlètes qui ont porté très haut les couleurs nationales, en permettant au Burkina Faso de briller sur le toit de l'Afrique et du monde dans des disciplines comme : l'épreuve log press 180 kg pour le maximum de répétitions, l'heptathlon, le triple saut, le cyclisme et les arts martiaux.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Au terme de cette rétrospective qui constitue la trame de mon discours sur la situation de la nation, le constat est que malgré un contexte national et international difficile, le peuple burkinabè a remporté des victoires significatives sur le plan de la préservation de l'unité nationale et du développement économique et social.

Ces victoires sont incontestablement le résultat du leadership de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso, qui, à travers une vision éclairée, a toujours su donner une impulsion positive à l'action gouvernementale, dont il m'a fait l'honneur de la responsabilité.

Le leadership du Chef de l'Etat qui a été porteur au niveau national et sur la scène internationale, s'est illustré par une diplomatie active et efficace, orientée notamment vers la recherche de la paix et vers la promotion du développement. Le Président du Faso, actuellement président du CILSS, a occupé en 2019 la présidence du G5-Sahel. Durant son mandat, il a lancé plusieurs initiatives pour la mobilisation des ressources. Il a également œuvré, aux côtés d'autres grands dirigeants du monde, à établir le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel.

Nous nous souvenons encore des visites, dans notre pays, de la Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, Madame Angela MERKEL, des présidents des Républiques sœurs de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Rwanda et du Tchad.

Le Burkina Faso vit. Il demeure une destination à ne pas manquer et qui a, par-dessus tout, montré qu'il sait se remettre rapidement des difficultés et continuer indéniablement à faire des progrès, quel que soit le poids des coups endurés. Les avancées, nous les devons à la très forte capacité d'adaptation de notre peuple qui a su intégrer le péril terroriste dans ses comportements quotidiens. Mais, nous le devons aussi à la diplomatie et à la coopération avec les pays amis, ainsi que les partenaires techniques et financiers qui sont restés à nos côtés pour nous montrer leur profond attachement à notre pays dans les moments les plus difficiles.

Aux prises depuis quatre ans avec le terrorisme, les Burkinabè ont montré, plus que jamais, leur forte capacité à vaincre l'adversité la plus rude et à surmonter leurs divisions internes, en promouvant le dialogue politique et social.

Lors du dialogue politique initié par le Président du Faso, en juillet 2019, la classe politique a agréablement surpris les plus sceptiques par sa maturité et sa capacité à se sublimer pour s'accorder sur les questions d'intérêt national.

Je lance, une fois de plus, un appel à tous les partenaires sociaux à renouer le fil du dialogue dans l'intérêt supérieur de la nation. Si je me réjouis que sous le mandat de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, l'exercice des libertés ait été poussé au maximum, je dois rappeler que pour construire une nation où il fait bon vivre pour tous, chacun doit savoir raison garder.

Les avancées importantes dans la mise en œuvre du PNDES, surtout en matière économique et sociale, montrent bien que le Gouvernement tient ses promesses, quoique l'ordre des priorités ait été modifié face aux défis sécuritaires.

Monsieur le Président,

J'ai le devoir de dire que le bilan que je viens de livrer ne saurait être exhaustif. Il serait d'ailleurs fastidieux pour tous de se livrer à un tel exercice que le règlement de votre auguste Assemblée a contribué à encadrer. C'est pourquoi le Gouvernement a jugé utile de joindre pour votre information détaillée des annexes à ce discours afin de vous donner une lecture utile en vue d'une bonne communication avec les populations.

Tout n'a certes pas été parfait dans notre gouvernance au quotidien.

J'ai conscience que beaucoup de choses restent à être améliorées et c'est ensemble que nous parviendrons à ce qu'il est convenu d'appeler « la perfection ».

Je tiens à réitérer à toute la nation, devant votre auguste Assemblée, comme lors de ma Déclaration de Politique Générale, mon appel à l'union sacrée de tous les Burkinabè, sans distinction aucune. Nous ne devons jamais oublier que c'est parce que les murs d'une maison présentent des fissures que les salamandres s'y engouffrent.

Monsieur le Président,

Honorables Députés,

Je vous remercie de votre attention soutenue qui m'honore et je me tiens à votre disposition pour vos contributions éventuelles à l'amélioration de l'action de mon Gouvernement.

Vive le Burkina Faso !

PRIMATURE

CABINET



BURKINA FASO

Unité – Progrès - Justice

ANNEXES AU DISCOURS SUR LA SITUATION DE LA NATION 2020

Mai 2020

**Données synthétiques de mise en œuvre en 2019 et sur la période
2016-2019 des investissements structurants et des réformes
stratégiques du Plan National de Développement Economique et Social
(PNDES) par Ministère**

Les données consignées dans l'annexe entrent dans le cadre du Discours sur la Situation de la Nation (DSN) présenté par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, aux Honorables Députés de l'Assemblée Nationale en 2020. Ces données se rapportent aux différents secteurs de l'économie burkinabè et principalement sur les investissements structurants et les réformes stratégiques du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). En rappel, la mise en œuvre des activités y relatives est effectuée sous la responsabilité des départements ministériels pour l'atteinte des objectifs (cibles).

Les données ci-après sont présentées dans des tableaux comportant des indicateurs (actions) et réparties par département ministériel concerné. Pour chaque indicateur inscrit, l'objectif ou la cible à atteindre au cours de l'année 2019 est mentionné(e). S'agissant du suivi ou de la mise en œuvre des activités, les progrès sont définis par les réalisations au cours de l'année 2018 et 2019 ainsi que les réalisations cumulées au cours de la période 2016-2019. Toute chose qui permet de se faire une idée sur la situation de la nation depuis 2016 à nos jours, *ceteris paribus sic stantibus*.

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019
1. Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants				
Recruter et former 750 élèves sous-officiers de gendarmerie		100%	100%	100%
Recruter et former 200 élèves sapeurs-pompiers		100%	100%	100%
Mettre en œuvre la loi de programmation militaire quinquennale 2018-2022			44,19%	44,19%
Construire un hôpital militaire de 300 lits à Ouagadougou (étude de faisabilité)		100%	35%	35%

Date	Opérations	Régions couvertes
AU NIVEAU NATIONAL		
Mai - juin 2019	DOOFU 1 et 2	Centre-Nord, Nord et Sahel
Août 2019		
Juin 2019	DAARA	Nord-Ouest
Octobre 2019 -	KAOURA	Centre-Nord, Nord et Sahel
Décembre 2019	BEDJARA BIA	Centre-Sud
OPÉRATIONS CONJOINTES AVEC LES PARTENAIRES		
Avril - Mai 2019	Burkina-Mali : KAPIGDOU	Nord-Ouest
Mai 2019	FC-G5 SAHEL : PAGNALI 2, DESSI 1 et 2	Est
4 Novembre 2019	Burkina-Barkhane-G5 Sahel : Bourgou 2 et 4	Nord

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
2. Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale					
Relire à minima le code électoral	L'avant-projet a été relu et intègre ces innovations.	Finaliser l'avant-projet	Avant-projet transmis au COTEVAL	Loi adoptée et prend en compte le vote des Burkinabè de l'extérieur	
Introduire le suffrage universel direct comme mode d'élection des conseillers régionaux et des exécutifs des conseils des Collectivités territoriales (CT)	L'avant-projet de code électoral est disponible et intègre ce mode	Finaliser l'avant-projet de code électoral	Avant-projet de code électoral révisé à minima	L'avant-projet de code électoral est disponible et intègre ce mode	Le code électoral a été réélu à minima en 2019 pour prendre en compte le vote des Burkinabè de l'extérieur suite aux conclusions du dialogue politique. Une relecture globale interviendra par la suite pour prendre en compte le suffrage universel direct.
Moderniser et sécuriser le système de l'état civil	44 000 actes numérisés et saisis	25 000 actes numérisés et saisis	84 383 actes numérisés et saisis	128 383 actes numérisés et saisis	
Elaborer la loi de programmation financière au profit des collectivités territoriales		Élaborer l'avant-projet de loi	Consultations tenues avec les acteurs	Le rapport de consultation des acteurs est disponible	Elaboration de la loi proprement dite prévue pour l'année 2020
Elaborer le plan de transfert des ressources humaines de l'Etat aux collectivités territoriales	Plan de transfert pour 6 régions disponible	Finaliser le plan en prenant en compte les 13 régions	Le plan est disponible et couvre l'ensemble des 13 régions	Le plan est disponible et couvre l'ensemble des 13 régions	Le plan est en instance d'adoption en Conseil des Ministres
Actualiser le guide d'exercice de la Maîtrise d'Ouvrage Publique Locale (MOPL) en prenant en compte les missions des services techniques déconcentrés (STD)	Ateliers d'actualisation du guide	Validation du guide actualisé	Le guide actualisé a été validé	Le guide est disponible et prend en compte les missions des STD	Il reste la diffusion

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
3. Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération					
Construire la Maison du Burkina à Abidjan	27%	Achever les gros œuvres	46%	19% du projet global	Les avenants dus à l'arrêt du chantier durant l'absence de l'autorisation de construire sont en cours examen
Construire la chancellerie du Burkina Faso à Dakar	0%	Choisir le prestataire et démarrer les travaux en 2020	0%	0%	Le choix du prestataire par DAO est en cours d'examen
Construire le siège du ministère à Ouaga 2000	0%	Choisir le prestataire et démarrer les travaux en 2020	0%	0%	Le projet n'a pas été retenu pour être exécuté en mode PPP. Recherche de financement en cours

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
4. Ministère de la Sécurité					
Construire des Commissariats de Police de District (CPD)	08	12	7	17	
Construire des brigades de gendarmerie	03	7	2	9	Insécurité dans les parties Nord, Sahel et Est.
Mettre de nouveaux agents de police à la disposition de la Police nationale	1515	1915	1906	7000	Néant
Recruter de nouveaux sous-officiers de gendarmerie	750	750	750	3000	Néant
Mettre en place un système de Passeports à puces électroniques (e-Passeports)	95%	100%	100%	100%	Néant
Adopter une stratégie de lutte contre le terrorisme	Document provisoire disponible	100%	95%	Document provisoire disponible	En attente d'adoption par le Conseil des Ministres
Elaborer la politique de sécurité nationale	5%	100%	95%	95%	Rapport final transmis au Président du Faso
Mettre en place une structure des investigations anti-terroristes	100%	100%	100%	100%.	La brigade spéciale des investigations anti-terroristes est fonctionnelle
Instituer la carte d'identité biométrique de la CEDEAO en remplacement de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB).	00%	100%	00%	00%	Suspension du projet à cause des élections et du choix du prestataire

Actions	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Réalisation 2016-2019	Observations
5. Ministère de la Justice, Garde des Sceaux					
Construire le TGI de Po	90%	100%	92%	92%	
Construire le TGI de Ouaga II	10%	100%	90%	90%	
Construire le TGI de Koupéla				100%	Le TGI Koupéla est fonctionnel depuis 2016
Construire le TGI de Boulsa	5,2%	100%	91%	91%	
Normaliser et réfectionner des tribunaux	Construction de poste de police et mur de clôture du TGI Manga	-	-	Construction des postes de police et des murs de clôture des TGI de Yako et de Manga	
Recruter et former de nouveaux agents de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (GSP)	139	100	100	859	
Recruter et former de nouveaux Greffiers	100	100	100	350	
Construire la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC) de Pô	5,2%	100%	69,92%	69,92%	
Construire la MAC de Boulsa			27%	27%	
Construire la MAC de Koupéla				MAC de Koupéla fonctionnelle	La MAC de Koupéla est construite depuis 2016
Normaliser et/ou réfectionner la MAC de Bogandé	Construction du mur de clôture de la MAC			Mur de clôture de la MAC de Bogandé est construit	
Réhabiliter la MAC de Dédougou		Réhabiliter la MAC de Dédougou	MAC de Dédougou réhabilité	MAC de Dédougou réhabilité	
Réhabiliter la MAC de Koupéla		Réhabiliter la MAC de Koupéla	MAC de Koupéla réhabilité	MAC de Koupéla réhabilité	
Réhabiliter la MAC de Tenkodogo		Réhabiliter la MAC de Tenkodogo	MAC de Tenkodogo réhabilité	MAC de Tenkodogo réhabilité	
Réhabiliter la MAC de Yako		Réhabiliter la MAC de Yako	MAC de Yako réhabilité	MAC de Yako réhabilité	
Réhabiliter la MAC de Ziniaré		Réhabiliter la MAC de Ziniaré	MAC de Ziniaré réhabilité	MAC de Ziniaré réhabilité	

Actions	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Réalisation 2016-2019	Observations
5. Ministère de la Justice, Garde des Sceaux					
Normaliser la MAC de Bobo		Réaliser des travaux additifs à la MAC de Bobo	Travaux additifs de la MAC de Bobo achevés	Travaux additifs de la MAC de Bobo achevés	
Normaliser la MAC de Djibo		Réaliser des travaux additifs à la MAC de Djibo	Travaux additifs de la MAC de Djibo en cours	Travaux additifs de la MAC de Djibo en cours	
Normaliser la Prison de Haute Sécurité de Ouagadougou	Conduits de gaz installés à la Prison de Haute Sécurité de Ouagadougou			Conduits de gaz installés à la Prison de Haute Sécurité de Ouagadougou	
Acquérir des magasins de vivres au profit des MAC de Tenkodogo, Fada, Dédougou, Koudougou et Manga	Des magasins de vivres ont été acquis au profit des 5 MAC de Tenkodogo, Fada, Dédougou, Koudougou et Manga			Magasins de vivres acquis au profit des 5 MAC de Tenkodogo, Fada, Dédougou, Koudougou et Manga	
Construire et équiper la grande détention de la MAC de Bobo	La grande détention de la MAC de Bobo est en cours de construction et d'équipement	100%	92%	92%	
Appuyer la production pénitentiaire dans le domaine de l'agriculture	Mise à la disposition des intrants et matériels agricoles au niveau des EP		Dotation des MAC en intrants et matériels agricoles	La production végétale des sites des EP a été de 262,61 tonnes de produits agricoles en 2018	
Renforcer le fonctionnement des pôles de lutte contre les infractions économiques et financières (ECOFI)	Des greffiers et magistrats ont été formés à la gestion et au jugement des dossiers de crime économique et financiers	Equiper les pôles ECOFI	Les pôles ECOFI ont été équipés en matériels informatiques d'une valeur de 50 000 000 FCFA	Des greffiers et magistrats ont été formés à la gestion et au jugement des dossiers de crime économique et financiers ; Les pôles ECOFI ont été équipés.	Le fonctionnement du pôle doit être renforcé par le recrutement et la formation des assistants spécialisés
Aménager et équiper les locaux provisoires du pôle anti terrorisme			Les locaux provisoires du pôle anti terrorisme ont été équipés en matériels informatiques	Les locaux provisoires du pôle anti terrorisme ont été équipés en matériels informatiques	Le fonctionnement du pôle doit être renforcé par le recrutement et la formation des assistants spécialisés

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
6. Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur					
Mettre en œuvre la seconde phase du projet "migration pour le Développement de l'Afrique	Première phase disponible	Entamer la deuxième phase	-	-	La deuxième phase n'a pas encore démarré
Informers les Burkinabè de l'extérieur des opportunités d'investissement	5	8	12	17	
Mettre en œuvre les recommandations du Forum national de la diaspora		3	3	3	La stratégie nationale de gestion de la diaspora est en phase de finalisation et un comité de suivi, études a été mis en place
Organiser le Forum national de la diaspora	1			1	Forum tenu du 11 au 13 juillet 2018
Lancer la construction de la cité de la diaspora et la maison de la diaspora		1	1	1	Lancement effectué en marge du forum de la diaspora le 11 juillet 2018

Actions	Réalisations 2018	Cible 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
7. Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales					
Construire et équiper 13 lycées scientifiques dans les 13 régions	6 en cours	2	4	4	Les quatre autres en cours de réalisation
Construire 4 353 classes pour la résorption des classes sous paillotes	348	717	110	2578	1408 entièrement achevées et 1167 en cours de réalisation
Eclairer 50 913 salles de classe	0	0	0	11151	
Construire de nouvelles salles de cours	385	153	34	1405	
Construire des salles du pré scolaire	6	50	10	147	66 entièrement achevées et 81 en cours de réalisation
Mettre à la disposition du pré scolaire de nouveaux éducateurs et moniteurs de jeunes enfants	75	200	200	395	
Mettre à la disposition du primaire de nouveaux enseignants	4 270	3000	1000	8500	
Recruter et former de nouveaux élèves-maîtres	2 730	2800	0	8 660	
Mettre à la disposition du post primaire et du secondaire des nouveaux professeurs	2 230	2559	2559	9836	
Construire de nouveaux collèges d'enseignement général (CEG)	8		0	497	399 achevés et 98 en cours
Construire de nouveaux lycées	0		14 en cours	69	55 achevés et 14 en cours
Recruter et former des formateurs de l'Enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP)	33	20	20	254	
Recruter et former des encadreurs de l'EFTP	18	42	0	22	
Octroyer des bourses aux élèves du post-primaire	5 215	5000	7572	12 808	
Octroyer des bourses aux élèves du secondaire	3 386	3000	3474	6 819	

¹ Non compris les éclairages de salles portées par le Ministère de l'Énergie et les divers projets non portés par le MENAPLN

Résultats des examens scolaires du CEP et du BEPC pour l'année scolaire 2018/2019

Niveaux	Examens	Résultats			Indice de parité fille/garçon
		Garçons	Filles	Ensemble	
Primaire	CEP	57,4	66,3	61,7	1,15
Post primaire	BEPC	31,3	22,6	26,6	0,72

Source : annuaires statistiques du primaire, du post primaire et du secondaire 2018/2019

Taux brut d'admission par ordre d'enseignement en 2018/2019

Ordre d'enseignement	Sexe			Indice de parité fille/garçon
	Garçons	Filles	Ensemble	
Primaire	100,2	95,7	98,0	0,96
Post primaire	43,5	48,1	45,7	1,10
Secondaire	26,8	23,2	25,0	0,87

Source : annuaires statistiques du primaire, du post primaire et du secondaire 2018/2019

Taux brut de scolarisation par ordre d'enseignement en 2018/2019

Ordre d'enseignement	Sexe			Indice de parité fille/garçon
	Garçons	Filles	Ensemble	
Préscolaire	5,2	5,2	5,2	1,00
Primaire	88,4	89,2	88,8	1,01
Post primaire	47,1	54,1	50,5	1,15
Secondaire	24,2	19,0	21,6	0,78

Ratio élèves/classe et ratio élèves/maître (auditeurs/encadreurs) en 2019

Ordre d'enseignement	Ratio	Statut			
		Public	privé	Communautaire	Ensemble
Préscolaire	Elèves/Classe	45	24	48	32
	Elèves/Maître	33	24	49	29
Primaire	Elèves/Classe	49,6	43,3		48,1
	Elèves/Maître	50,6	44,4		49,1
Post primaire	Elèves/Classe	58,2	49,3		54,2
Secondaire					

Source : annuaires statistiques du préscolaire, du primaire, du post primaire et du secondaire 2018/2019

Taux de transition au post-primaire et au secondaire en 2018/19

Ordre d'enseignement	Sexe			Indice de parité fille/garçon
	Garçons	Filles	Ensemble	
Primaire au Post primaire	63,7	59,5	61,6	0,93
Post primaire au secondaire	48,1	38,4	43,2	0,80

Source : annuaires statistiques du post primaire et du secondaire 2018/2019

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
8. Ministère de la Santé					
Délivrer des actes médicaux gratuits aux enfants de moins de 5 ans	11 692 201		9 482 819	39 058 577	Nombre d'actes médicaux gratuits
Construire et équiper 240 CSPS	39	30	60	184	57 CSPS sont en cours de construction
Transformer et équiper 286 CSPS des chefs-lieux des communes rurales en Centres Médicaux	23	ND	ND	32	4 sont en cours sous régie DAF/Santé
Octroyer des appuis financiers aux personnes vulnérables pour leur prise en charge sanitaire	205	180	245	483	Nombre de personnes vulnérables bénéficiaires
Recruter des personnels de santé				1 437 nouveaux agents dont 632 médecins, 84 pharmaciens, 805 paramédicaux	1 334 agents de santé ont été admis en spécialisation pour la rentrée universitaire 2017-2018.

Quelques indicateurs clés du Ministère de la Santé

L'accès aux services de santé de qualité est garanti à tous	Valeur Référence	Cibles				Réalizations			
	2015	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019*
Indicateurs d'effets									
Rayon moyen d'action théorique	6,8	5	5	5	5	6,7	6,5	6,4	6,3
Taux de mortalité intra hospitalière maternelle pour 100 000 naissances vivantes	109,9	100	100	95	90	135,5	120,9	117	143
Indicateurs de produits									
Taux d'accouchements assistés	83,4%	87%	90%	90%	90%	80,9%	83,9%	78%%	41,9%
Taux de césariennes réalisées (%)	2,4	5	6	7	8	10	2,26	2,51	1,47.
Taux de couverture en CPN4	34,1%	45%	50%	55%	55%	35,0%	37,8%	42%	22,7%
Proportion des CMA disposant d'au moins 2 médecins formés en CE	2,4%	5%	7%	10%	80%	80,9%	82,9%	83,3%	48%
Nombre de nouveaux contacts par habitant par an des enfants de moins de 5 ans	1,7	>2	>2	>2	>2	2,5	3,05	3,08	1,7
Nombre de femmes ayant bénéficié de la gratuité	NA	NA	NA	NA	NA	3 233 293	6 105 610	3 026 382	4 249
Nombre d'enfants ayant bénéficié de la gratuité	NA	NA	NA	NA	NA	7 068 370	10 815 187	11 187 883	9 482 819
Létalité du paludisme grave chez les enfants de moins de 05 ans	1,4%	1	<1	<1	<1	1,5%	1,4%	1,5%	1,1

L'accès aux services de santé de qualité est garanti à tous	Valeur Référence	Cibles				Réalizations			
	2015	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019*
Vaccination									
Taux de disponibilité en vaccins dans les dépôts de DS	89%	100%	100%	100%	100%	89%	86.4%	90%	ND
Taux de couverture en DTC-Hep-Hib3	100%	100%	100%	100%	100%	103%	106%	100	56,5
Taux d'abandon entre DTC+HepB-Hib1 et DTC+HepB-Hib3	<3,2	<3	<3	<3	<3	3,3	2,21	2	0,8
Taux de couverture en RR2	100%	100%	80%	100%	100%	75%	80%	85%	48,1%
Taux de couverture en Men A	ND	70%	90%	100%	100%	NA	68%	82%	48,9
Taux de couverture en VAT2+	93,51%	95	97	97	97	93%	95%	98%	13,2%%
Lutte contre le VIH									
La séroprévalence de l'infection à VIH	1,3%	<1	<1	<1	<1	1,3%	1,3	1,3	1,3
Taux de transmission résiduelle du VIH de la mère à l'enfant	5,9%	5,6	5,4%	5,2%	5%	8,1%	5,5%	4,8%	4,7%
Pourcentage de femmes enceintes VIH+ recevant des ARV pour la PTME	89%	95%	100%	100%	100%	91%	110,4%	100%	106,1%
Pourcentage d'enfants nés de mères VIH+ ayant bénéficié de la PCR à 6 semaines de vie	54,3%	60%	80%	90%	95%	55%	57,9%	75%	41,01%

L'état nutritionnel de la population, en particulier des femmes et des enfants, est amélioré (suite et fin)	Valeur Référence	Cibles				Réalizations			
	2015	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019*
Indicateurs d'effets									
Pourcentage d'enfants avec un retard de croissance parmi les enfants de moins de 05 ans	30,2%	28%	21,2%	21%	22,6%	27,3%	21,2%	25,0%	25,4%
Indicateurs de produits									
Proportion de malnutris aigus sévères pris en charge par rapport au nombre de cas attendus	91%	≥ 90%	≥ 90%	≥ 90%	≥ 90%	55,0%	47,8%	100%	77,0%
Proportion d'enfants de 0 à 6 mois allaités exclusivement	46,7%	47, %	47,8%	47,8%	55,9	55,0%	47,8%	55,8%	59%
Proportion d'enfants de 6-8 mois ayant bénéficié d'une introduction en temps opportun d'aliments de complément	64,7%	≥70%	≥70%	≥70%	≥70%	73,5%	71,5%	70,8%	61,6%
Proportion d'enfants de 6-23 mois ayant reçu une alimentation minimum acceptable	14,1%	17%	17,5%	17,5%	23,2%	21,5%	17,5%	18%	17,4%
Proportion d'enfants mis au sein dans l'heure qui suit la naissance		≥ 50%	≥ 50%	≥ 50%	≥ 50%	46,6%	55,8%	59,5	59,1%
Le processus d'accélération de la transition démographique pour déclencher le dividende démographique est réellement mis en mouvement									
Indicateurs d'effets									
Indice synthétique de fécondité	8,1%	6,3%	4,7%	4,7%		ND	ND	5,4%	5,4%
Couple-année protection en pourcentage	91%	110,4%	100%	91%		24,8%	27,1%	32,3%	ND

***Les données de réalisation de 2019 sont partielles ; la complétude moyenne des rapports mensuels est de l'ordre de 52% en janvier 2020, conséquence des mouvements sociaux dans le secteur de la santé en 2019.**

Actions	Réalisation 2018	Cibles 2019	Réalisation 2019	Réalisation 2016-2019	Observation
9. Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement					
Rendre opérationnelle la banque pour le financement de l'agriculture (BADF)	Equipe dirigeante et Conseil d'administration mise en place et la BADF a été dotée d'un capital de 14,28 milliards de FCFA	Lancer des activités de la banque	La banque est fonctionnelle sur ses deux premiers sites de Ouaga et Bobo	Equipe dirigeante et Conseil d'administration mise en place et la BADF a été dotée d'un capital de 14,28 milliards de FCFA	
Rendre opérationnelle la caisse de dépôts et de consignations (CDC)	Trois rapports d'études sur le business plan et un rapport sur le modèle actuariel en cours d'élaboration	Finaliser le business plan, l'étude actuarielle et recruter le personnel	Rapports d'études sur le business plan et modèle actuariel disponibles, Directeur général et caissier général nommés et octroi d'une subvention initiale de 20 milliards de FCFA à la CDC	Rapports d'études sur le business plan et modèle actuariel disponibles, Directeur général et caissier général nommés et octroi d'une subvention initiale de 20 milliards de FCFA à la CDC	Attente de la nomination des membres de la commission de surveillance et de l'équipe de direction
Adopter une loi sur le pilotage de l'économie et la gestion du développement	La loi a été adoptée	Adopter des décrets d'application de la loi et organiser des sessions de vulgarisation desdits textes	Les décrets d'application de la loi ont été adoptés	La loi et les trois décrets d'application ont été adoptés	
Rationaliser les unités de gestion des projets et programmes de développement	Tous les projets et programmes ont été rattachés aux programmes budgétaires	Rattacher les nouveaux projets aux programmes budgétaires	Tous les nouveaux projets sont rattachés à des programmes budgétaires	Tous les projets ont été rattachés aux programmes budgétaires	
Adopter un guide d'élaboration des politiques sectorielles	Le guide est adopté.			Le guide a été adopté	
Mettre en œuvre le projet cadastre fiscal	L'arrêté portant mise en place du projet cadastre a été pris et la base de données cadastrales des redevables de la taxe foncière constituée	Renforcer le cadre juridique et institutionnel du cadastre fiscal et la maîtrise de la matière imposable	Recrutement en cours d'un consultant chargé de l'audit du cadre juridique et institutionnel	L'arrêté portant mise en place du projet cadastre a été pris et la base de données cadastrales des redevables de la taxe foncière constituée	

Synthèse de la situation des indicateurs macro- économiques

Hypothèses	2015 réal.	2016 est.	2017 est.	2018 est.	2019 est.
Production					
Céréales (1000 T)	4 189,70	4 567,10	4 063,20	5 180,70	4 939,6
Var en %	-6,3	9	-11	27,5	-4,7
Coton (1000 T)	588,2	681,4	585,2	435,3	462,6
Var en %	-16,9	15,8	-14,1	-25,6	6,3
Or (Tonne)	36,451	38,53	46,392	52,623	50,810
Var en %	0,5	5,7	20,4	13,4	-3,4
Zinc (1000 T)	137,3	155,7	176,8	183,4	211,2
Manganèse (1000 T)	0	0	0	0	40
Cours des matières premières					
Pétrole (en dollars le baril)	50,8	42,8	54,4	71,1	64
Or (en dollars l'once)	1158,2	1241,6	1256,5	1279,2	1395,5
Coton (en dollars la tonne)	1366	1532,5	1716,8	1721,4	1739,5
Zinc (Milliers FCFA la tonne)	238,2	341,4	542,1	517,1	430,0
Manganèse (Milliers FCFA la tonne)	96,5	96,5	96,5	96,5	96,6
Taux de change du dollar en FCFA					
Cours du dollar en FCFA	591,9	592,8	582,2	555,7	586,0
Secteur réel					
PIB nominal	6 162,50	6 444,20	7 177,40	7 842,8	8 433,4
Var En %	0,7	4,6	11,4	9,3	7,5
PIB réel	4 377,00	4 635,50	4 929,80	5 263,1	5 561,6
Taux de croissance du PIB réel (en %)	3,9	5,9	6,3	6,8	5,7
Déflateur (en %)	-3,1	-1,3	4,7	2,4	1,8
Inflation (en %)	0,9	0,4	1,5	2	-3,2
Variation sectorielle (en %)					
Primaire (en %)	-2,8	3,3	-2,8	6,9	2,9
Secondaire (en %)	4,6	9,9	8,5	8,0	0,3
Tertiaire (en %)	6,6	5,3	8,5	5,9	9,7
Finances publiques (en milliards de FCFA)					
Recettes totales et dons	1 288,50	1 410,70	1 583,60	1 745,90	1 932,0
Var en %	-2,5	9,5	12,3	10,2	10,7
Recettes fiscales	939,8	1 075,40	1 238,20	1 354,30	1 474,9

Hypothèses	2015	2016	2017	2018	2019
	réal.	est.	est.	est.	est.
Var en %	-0,1	14,4	15,1	9,4	8,9
Recettes non fiscale	118,7	155,1	151	176,5	322,8
Dons	230	180,2	194,3	215,1	134,3
Programmes	124,8	81,2	74,4	92,7	88,4
Projets	105,2	99	119,9	122,4	45,9
Dépenses Totales	1 411,60	1 663,20	2 146,50	2 127,70	2 184,4
Var en %	-1,6	17,8	29,1	-0,9	2,7
Dépenses courante	923,2	1 118,70	1 318,70	1 383,40	1 651,5
Salaire	468,5	554,5	618	705,1	844,4
salaire/recettes fiscales (en %)	49,9	51,6	49,9	52,1	57,3
Fonctionnement	109,4	128	174,1	196,2	198,4
Intérêts	43,7	65,3	69,5	97,3	117,1
Transferts	301,5	370,9	457,1	384,8	491,6
Dépenses en capital	501	553,1	831,3	754,3	556,8
Ressources propres	302,5	338,6	570,4	447	419,0
Ressources extérieures	151,6	207,6	244,4	225,2	136,5
Transfert en capital	46,9	7	16,5	82,2	1,3
Déficit budgétaire	-123,1	-252,5	-562,9	-381,8	-252,5
Dettes Publiques					
Dettes publiques totales	2188,5	2501,6	2767,2	3366,0	3888,2
Dettes intérieures	573,5	731	1024,2	1456,4	1748,6
Dettes extérieures	1615,1	1770,6	1743	1909,6	2139,6
Principaux agrégats des finances publiques en pourcentage du PIB					
Recettes et dons (en %)	20,9	21,9	22,1	22,3	22,9
Recettes fiscales (en %)	15,2	16,7	17,3	17,3	17,5
Dons (en %)	3,7	2,8	2,7	2,7	1,6
Dépenses totales (en %)	22,9	25,8	29,9	27,1	25,9
Dépenses courantes (en %)	15	17,4	18,4	17,6	19,6
Dépenses en capital (en %)	8,1	8,6	11,6	9,6	6,6
Ressources propres (en %)	4,9	5,3	7,9	5,7	5,0
Ressources extérieures (en %)	2,5	3,2	3,4	2,9	1,6
Déficit budgétaire (en %)	2	3,9	7,8	4,9	3
Dettes publiques totales (en %)	35,5	38,8	38,6	42,9	46,1
Dettes intérieures (en %)	9,3	11,3	14,3	18,6	20,7

Hypothèses	2015	2016	2017	2018	2019
	réal.	est.	est.	est.	est.
Dettes extérieures (en %)	26,2	27,5	24,3	24,3	25,4
Balance des paiements (BDP) en milliards de FCFA					
Exportation	1 397,70	1 676,40	1 887,30	2 201,80	1 962,4
Var en %	2,6	19,9	12,6	16,7	-10,9
Importation	1 540,40	1 676,70	1 890,40	2 035,20	2 120,10
Var en %	3,3	8,8	12,7	7,7	4,2
Balance commerciale	-142,7	-0,4	-3,1	166,6	-157,7
Balance transaction courantes (BTC)	-529,4	-462,4	-520,4	-363,8	-672,1
Solde Globale de la BDP	283,4	239,4	246,9	121,8	-153,7
Principaux agrégats de la BDP en pourcentage du PIB					
Exportation (en %)	22,7	26	26,3	28,1	23,3
Importation (en %)	25	26	26,3	26,0	25,1
Balance commerciale (en %)	-2,3	0	0	2,1	-1,9
Transactions courantes (en %)	-8,6	-7,2	-7,3	-4,6	-8,0
Solde global (en %)	4,60%	3,7	3,4	1,6	-1,8

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
10. Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation					
Créer de nouvelles universités / Centre universitaire polytechnique (CUP) dans les Régions	03	0	0	07	Gaoua et Kaya en 2016, Dori et Tenkodogo en 2017 et Manga, Banfora et Ziniaré en 2018
Créer l'université virtuelle et mettre en place 16 espaces numériques	-	Réaliser les gros œuvres du siège de l'université virtuelle et des espaces numériques ouverts de Ouagadougou, Koudougou et Bobo	Les travaux du siège de l'UV-BF sont en cours et les trois espaces numériques ouverts sont achevés	Les travaux du siège de l'UV-BF sont en cours et les trois espaces numériques ouverts sont achevés	les gros œuvres sont prévus s'achever en juin 2020 pour le siège de l'UV-BF ;
Créer de nouvelles filières professionnalisant	-			142 filières professionnalisant créées	
Recruter 100 assistants pour le compte des universités publiques	87	100	50	217	
Loger les étudiants des universités publiques dans les cités et résidences universitaires	4 867	6 000	6 000	20 117	
Octroyer des bourses d'études aux étudiants	2 300	2 300	2 300	9 200	2 000 bourses pour les garçons et 300 bourses pour les filles par an depuis 2016
Renouveler les bourses au profit des étudiants résidents et non-résidents	5 406	6 000	6 032	21 653	
Octroyer des aides aux étudiants des universités publiques	56 674	66 563	70 563	226 300	
Octroyer des prêts aux étudiants des universités publiques	9 009	11 223	11 028	39 585	

Actions	Réalisation 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
11. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale					
Relire la loi 028/2008/AN portant code du travail	La loi est en cours de revue technique et les points de non consensus ont été transmis en conseil de cabinet à la Primature	Adopter le code du travail	Le Rapport des travaux des groupes de travail est disponible	Le draft zéro de l'avant-projet du nouveau code de travail, de l'avant-projet de loi portant code du travail et des travaux des groupes de travail sont disponibles	Rencontre bipartite entre le CNPB et les Centrales syndicales des travailleurs pour échanger sur les points de non consensus
Elaborer les textes d'application du projet de loi portant code du travail	Les 27 textes d'application prioritaires ont été élaborés	76	0	27 projets de textes ont été élaborés sur un total de 76	Le code du travail n'ayant pas été adopté, ces textes n'ont pas été adoptés.
Promouvoir la réinsertion socio-économique des travailleurs déflatés et retraités	84 dossiers de prêts ont été financés et 350 promoteurs ont bénéficié d'un appui-conseil	120 projets ont été accordés par la direction, 30 par le comité de prêt ; 300 déflatés et retraités ont été formés en techniques de création et de gestion d'AGR et 400 promoteurs ont bénéficié d'un appui-conseil	1418 travailleurs déflatés et retraités ont été sensibilisés, 145 promoteurs ont été formés en AGR et en agro sylvo pastorales et 83 microprojets ont été financés	4 398 travailleurs déflatés et retraités ont été sensibilisés, 501 promoteurs ont été formés en AGR et en agro sylvo pastorales et 408 microprojets ont été financés	Insécurité dans certaines zones du pays
Opérationnaliser le système national d'assurance maladie universelle	Mise en œuvre du cadre institutionnel et juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la prise en charge des personnes indigentes ; - Elaborer le plan stratégique de développement du Régime d'assurance maladie universelle (PSD-RAMU) ; - Elaborer le plan de transfert des mesures de gratuité des soins pour les femmes et les 	<p>Le plan stratégique de développement du Régime d'assurance maladie universelle (RAMU) a été finalisé ;</p> <p>Le plan de transfert des gratuités de soins pour les femmes et les enfants de moins de cinq ans à la Caisse nationale d'assurance maladie universelle (CNAMU) a été élaboré et une convention cadre avec le ministère de la santé a été mise en place ;</p> <p>L'enrôlement des personnes</p>	<p>Le plan stratégique de développement du RAMU a été finalisé ; le plan de transfert des gratuités de soins pour les femmes et les enfants de moins de cinq ans à la CNAMU a été élaboré et une convention cadre avec le ministère de la santé a été mise en place ;</p> <p>L'enrôlement des personnes indigentes dans 4 régions est en cours ;</p> <p>La convention cadre entre le ministère de la santé et la</p>	L'adoption des frais de cotisation, la définition du panier des soins et la sensibilisation par le Gouvernement permettront d'accélérer son opérationnalisation

Actions	Réalisation 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
11. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale					
		enfants de moins de cinq ans ; - Elaborer une convention de collaboration entre le ministère de la santé et la CNAMU ; - Organiser une table ronde des pour le financement du RAMU	indigentes dans 4 régions (Boucle du Mouhoun ; Haut-Bassins ; Centre et Nord) est en cours.	CNAMU a été élaborée ; La réalisation des études actuarielles et organisations ; La caisse a été créée.	
Construire un centre gériatrique à Ouagadougou	La Pose de la première pierre du centre a été effective	Construire le centre	Le centre est en cours de construction au sein du CSPS de Tanghin	Le centre est en cours de construction	Financement de la CARFO qui a déjà mis les fonds à la disposition du ministère de la santé
Construire un centre gériatrique à Bobo		Rechercher le financement	La construction du centre sera financée par la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)	Recherche du site pour la construction du centre, La construction du centre sera financée par la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS)	Un site a été trouvé en 2020 et les dossiers pour le recrutement de cabinet pour la réalisation d'étude architecturale est en cours

Statistiques des concours au profit des personnes handicapées

	2017	2018	2019
Nombre de candidatures	349	357	436
Nombre de postes à pourvoir	41	33	32
Nombre de postes pourvus	34	24	31

Statistiques des concours de la fonction publique de 2014 à 2019

Concours de la Fonction publique	2016	2017	2018	2019
Concours directs suivi de formation				
Nombre de concours directs ouverts	102	106	109	87
Postes à pourvoir	11 723	11 096	6 648	5 892
Postes pourvus	10 996	9 971	6 326	3 595
Concours directs sans formation				
Nombre de concours sans formation ouverts	58	35	43	73
Postes à pourvoir	6 785	4 314	2 898	5 539
Postes pourvus	5 968	4 272	2 533	3 733
Sélection sur dossiers				
Ensemble des agents recrutés sur sélection de dossiers	249	463	42	En cours
Femmes	68	139	8	En cours
Hommes	181	324	34	En cours
Concours professionnels				
Nombre de concours professionnels ouverts	190	190	171	130
Postes à pourvoir	4 481	4 654	3 923	3 232
Postes pourvus	3 875	3 686	3 129	2 401

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
12. Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes					
Etendre le réseau postal national	02 nouveaux bureaux de postes inaugurés			05 agences	
Moderniser le réseau postal national	10 bureaux de postes interconnectés au réseau de la POSTE-BF		10 bureaux de poste interconnectés au réseau de LA POSTE BF	30 agences interconnectées	
Réaliser le Point d'atterrissage virtuel(PAV) de Ouagadougou	Le PAV est fonctionnel et une société coopérative (SCOOP-PAV) pour la gestion de l'infrastructure a été mise en place avec 8 emplois créés			Le PAV est fonctionnel et une société coopérative (SCOOP-PAV) pour la gestion de l'infrastructure a été mise en place avec 8 emplois créés	
Réaliser le Point d'atterrissage virtuel (PAV)		Construire le PAV de Bobo-Dioulasso avec un apport de capacité supplémentaire de 5GBps	Le PAV de Bobo est en cours de construction et un apport de capacité supplémentaire est en cours de finalisation	Le PAV de Bobo est en cours de construction et un apport de capacité supplémentaire est en cours de finalisation	
Mettre en œuvre le Projet BackBone national (linéaire de fibres optiques déployées)	Génie Civil : 360 km, Câblage Fibre Optique :0 km	Génie Civil : 1500 km, Câblage Fibre Optique :1500 km	Génie Civil : 1200 km, Câblage Fibre Optique :442 km	Génie Civil : 1200 km, Câblage Fibre Optique :442 km	50,61% du projet exécuté au 31 décembre 2019. Arrêt du projet en raison de l'absence de la contrepartie nationale
Mettre en œuvre le Projet G-Cloud	Construction de 3 mini-Datacenter, Déploiement de 8 nœuds fédérateurs et raccordement de 390 sites administratifs au réseau	Déployer 420 km de fibre optique longue distance et 28 services sur la plateforme Cloud	Déploiement de 420 km de fibre optique longue distance et 25 services sur la plateforme Cloud	Construction de 3 mini-Datacenter, déploiement de 8 nœuds fédérateurs, 1060 km de fibre optique, 35 services sur le cloud et raccordement de 403 sites administratifs au réseau.	

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
12. Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes					
Mettre en œuvre le Projet d'appui au développement des TIC (PADTIC /BKF-021)	Installation de 5 stations, 5 pylônes, 5 liaisons radio et déploiement de 12 stations LTE	Installer 20 pylônes, 46 liaisons radio et déployer 61 stations LTE	Installation de 15 pylônes, 20 liaisons radio et déploiement de 43 stations LTE	Installation de 05 stations, 49 pylônes, 30 liaisons radio et déploiement de 63 stations LTE	
Mettre en œuvre le projet e-Burkina	Elaboration d'une stratégie de promotion des logiciels libres, d'une stratégie nationale de cybersécurité et d'un référentiel général de sécurité.	Mettre en place sept plateformes et applications, 10 services dématérialisés de l'administration publique, 3 systèmes Visioconférence et opérationnaliser les incubateurs à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	Six plateformes métiers développées et déployées sur le cloud, Sept e-services pilotes développés et déployés sur le Guichet virtuel de l'Administration publique, 3 systèmes Visioconférence mis en place et recrutement et opérationnalisation d'un incubateur à Ouagadougou	Six plateformes métiers développées et déployées sur le cloud, Sept e-services pilotes développés et déployés sur le Guichet virtuel de l'Administration publique, 3 systèmes Visioconférence mis en place, et un incubateur opérationnelle à Ouagadougou	

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
13. Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement					
Opérationnaliser la Télévision Numérique de Terre (TNT)	Emission en mode TNT de 20 chaînes de télévision	22 chaînes de télévision émettent en mode TNT	Emission en mode TNT de 22 chaînes de télévision	Emission en mode TNT de 22 chaînes de télévision	
Mettre en service des stations de diffusion de télévision	29	6	4	33	La situation sécuritaire n'a pas permis la mise en service de la station de Arbinda et de Sebba.
Construire des sites relais	0	21	6	6	la construction des sites relais dans les zones de sahel, du nord, et de l'Est ont été suspendus pour raison sécuritaire.
Construire le siège de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB)	20%	ND	25%	25%	Les travaux de terrassement et la fondation du bâtiment principal sont achevés
Construire les sièges régionaux des Editions sidwaya (Sahel, Centre-Est et Nord)	Le siège régional du Sahel (Dori) est construit			Le siège régional du Sahel (Dori) est construit	Réalisation des études architecturales des bâtiments des services régionaux du Centre-Est et du Nord

Actions	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
14. Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles				
Mettre à la disposition des producteurs des Engrais à prix subventionnés	9 945 tonnes	35 149 tonnes	72 913 tonnes	
Mettre à la disposition des producteurs de semences améliorées (tonnes)	346,39 tonnes	5 614,90 tonnes	23 405,90 tonnes	
Mettre à la disposition des producteurs des pesticides contre les nuisibles (litres)	31 185 litres	59 313 litres	159 321 litres	
Mettre à la disposition des producteurs 150 000 équipements à traction animale	21 196	20 748	63 686	
Mettre à la disposition des producteurs des tracteurs	-	505	1051	
Ouvrir des boutiques-témoins pour la vente des vivres à prix social	250	200	Non applicable	
Aménager 35 000 ha de bas-fond	2 556 ha	4 063,55 ha	17 708 ha	
Réhabiliter 3 818 hectares de périmètres irrigués dans la Vallée du Sourou	1 423 ha	693 ha	3 088 ha	Le restant de 730 ha est prévu pour se réaliser en 2020
Mettre en place 289 Services Fonciers Ruraux (SFR) et Bureaux Domaniaux (BD)	20	20	147	
Mettre en place 31 unités de transformation des produits agricoles dans les zones à forte production	4	1	20	Il s'agit d'unités de transformation de riz
Mettre en place des infrastructures agricoles post récoltes (conserveries, comptoirs, magasins)	Construire 21 magasins de stockage ; 22 conserveries et 5 comptoirs d'achat.	20 magasins et aires de séchages et 4 comptoirs d'achat ont été construits.	277 magasins et aires de séchages, 97 unités de conservation de produits maraichers et 13 comptoirs d'achat construits.	
Mettre en place un mécanisme		Des polices d'assurances ont été	L'arrêté portant création du Projet de	

Actions	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
14. Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles				
de gestion des risques agricoles		élaborées et des échanges ont été faits sur les propositions d'indices et de tarification.	gestion des risques agricoles et alimentaires a été signé et des polices d'assurances ont été élaborées	
Mettre en place une unité de production d'engrais minéraux à base de phosphate naturel		Les travaux de construction ont commencé et l'acquisition du mélangeur est en cours.	Les travaux de construction ont commencé et l'acquisition du mélangeur est en cours.	La mise en place effective et le début de la production sont attendus pour 2020.
Créer une unité de montage de tracteurs et de motoculteurs Phase 2		Construction et l'acquisition du mélangeur sont en cours.	Construction et l'acquisition du mélangeur sont en cours.	Opérationnalisation au plus tard au troisième trimestre de 2020

Réalisations majeures de 2016 à 2019 du programme « aménagements hydro-agricoles et irrigations »

Produits	Réalisations physiques					Réalisations financières				
	2016	2017	2018	2019	Total	2016	2017	2018	2019	Total
Superficie (en ha) de nouveaux bas-fonds aménagés	6548	3046	4050,4	4063,55	17 708	19 644 000 000	9 138 000 000	12 151 200 000	12 117 300 000	53 050 500 000
Superficie (en ha) de nouveaux périmètres irrigués aménagés	691	2710	1528	1530,1	6459,1	4 837 000 000	18 970 000 000	10 696 000 000	10 710 700 000	45 213 700 000
Superficie (en ha) de périmètres maraîchers aménagés	322	169	111,5	194,3	796,8	3 928 400 000	2 061 800 000	1 360 300 000	2 370 460 000	9 720 960 000
Superficie (en ha) de bas-fonds réhabilités	1636	1702	1001	1875	6214	3 272 000 000	3 404 000 000	2 002 000 000	3 750 000 000	12 428 000 000
Superficie (en ha) de périmètres réhabilités	110	413	3703,3	916	5142,3	770 000 000	2 891 000 000	25 923 100 000	6 412 000 000	35 996 100 000
Nombre de motopompes mises à la disposition des producteurs	38	112	644	206	1000	50 658 750	149 310 000	858 532 500	227 964 375	1 286 465 625
Nombre de bassins de collecte des eaux de ruissellement (BCER)	61	252	209	355	877	152 500 000	630 000 000	522 500 000	887 500 000	2 192 500 000
Nombre de puits maraîchers	698	195	163	177	1233	1 814 800 000	507 000 000	423 800 000	460 200 000	3 205 800 000
Nombre de boulis réalisés	7	3	9	28	47	595 000 000	255 000 000	765 000 000	2 380 000 000	3 995 000 000
									39 316 124 375	167 089 025 625

Réalisations majeures de 2016 à 2019 du programme « développement durable des productions agricoles »

Produits	Réalisations physiques					Réalisations financières				
	2016	2017	2018	2019	Total	2016	2017	2018	2019	Total
Quantité totale d'engrais minéral	12 551	8 588	15 503	34 685	71 327	4 643 870 000	3 468 010 000	5 736 110 000	9 502 710 000	23 350 700 000
Quantité de Burkina Phosphate mise à la disposition des producteurs à prix subventionné (tonne)	164	558	400	464	1586	14 760 000	50 220 000	36 000 000	41 760 000	142 740 000
Quantité de semences améliorées mises à la disposition des producteurs à prix subventionné (tonne)	3915	6711	7165	5615	23406	3 915 000	6 711 000	7 165 000	5 615 000	23 406 000
Nombre d'équipements de traction animale de production mis à la disposition des producteurs à prix subventionné	16630	10742	15566	20748	63686	1 344 535 500	868 490 700	1 258 511 100	1 677 475 800	5 149 013 100
Effectif des tracteurs acquis		500	46	505	1051	-	8 586 934 824	789 998 004	7 316 068 470	16 693 001 297
Nombre d'animaux de traits mis à la disposition des producteurs à prix subventionné	3598	4888	10491	119	19096	899 500 000	1 222 000 000	2 622 750 000	29 750 000	4 774 000 000
Volume de pesticides utilisés pour le traitement (litre)	12281	37080	50647	59313	159321	122 810 000	370 800 000	506 470 000	593 130 000	1 593 210 000
									19 166 509 270	51 726 070 397

Réalisations majeures de 2016 à 2019 du programme « sécurisation foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural »

Produits	Réalizations physiques					Réalizations financières				
	2016	2017	2018	2019	Total	2016	2017	2018	2019	Total
Nombre d'OPA conformes à l'acte uniforme OHADA	103	2979	576	6890	10548	-	-	-	-	-
Nombre de services fonciers ruraux (SFR) mis en place	15	77	35	20	147	135 000 000	693 000 000	315 000 000	180 000 000	1 323 000 000
Nombre de commission foncière villageoise (CFV) mise en place	250	1473	444	643	2810	51 500 000	303 438 000	91 464 000	132 458 000	578 860 000
Nombre de commission de conciliation foncière villageoise (CCFV) mise en place	250	1473	443	654	2820	51 500 000	303 438 000	91 258 000	134 724 000	580 920 000
Effectif des nouveaux Centres de Promotion rurale (CPR) construits	1	0	0	0	1	30 000 000	-	-	-	30 000 000
Effectif des Centres de Promotion rurale réhabilités		8	8	0	8	-	240 000 000	240 000 000	-	240 000 000
Effectif des jeunes formés dans les CPR		262	400	369	1031	-	327 500 000	500 000 000	461 250 000	1 288 750 000
Effectif des jeunes des CPR installés	250	262	60	300	872	175 000 000	183 400 000	42 000 000	210 000 000	610 400 000
									1 118 432 000	4 651 930 000

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
15. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement					
Réaliser 7 500 forages neufs	2 491	1269	1 843	8 289	Taux d'exécution physique global de 110,52%.
Réhabiliter 3 020 forages	815	790	640	3 087	Taux d'exécution physique global de 102,22%.
Réaliser 611 Adductions d'Eau Potable (AEP)	153	60	171	550	Taux d'exécution physique global de 90,01%.
Réhabiliter/mettre à niveau 225 AEP	9	21	11	66	Taux d'exécution physique global de 29,33%.
Réaliser 458 300 latrines familiales	29 080	55 300	27 416	145 297	Taux d'exécution physique global de 61%
Réaliser 5 440 latrines institutionnelles et publiques	1 115	1038	974	5 314	Taux d'exécution physique global de 97,7%.
Réaliser 5 réseaux AEP multi-village	0	0	1	2	AEP multi village réalisé en 2017 à Koubri et 2019 dans la commune de Kourinion. Taux d'exécution physique global de 40%
Adopter une nouvelle politique tarifaire en milieu rural et semi urbain	Le Projet de document est disponible et est en attente d'adoption par le Conseil des Ministres	100%	100%	Document adopté en Conseil des Ministres	Décret N°2019-1145 [PRES/PM/MEA/MINEFID/MATDC/MCIA du 15 novembre 2019 portant adoption de la réduction du tarif de l'eau potable en milieu rural au Burkina Faso.
Elaborer et adopter une stratégie de partenariat public-privé et un mécanisme règlementaire dans le secteur de l'eau dans les zones rurales et semi-urbaines	Les Projets de documents sont disponibles et en attente d'adoption par le Conseil des Ministres	100%	100%	Document adopté en Conseil des Ministres	Décret N°2019-1178/PRES/PM/MEA/MINEFID/MATDC/MCIA du 22 novembre 2019 portant adoption du guide pratique sur la délégation du service public en matière d'eau potable en milieu rural au Burkina Faso.
Construire de nouveaux barrages	0	6	0	9	Barrages construits: Gourgou, Lallé, Bogré, Lindi, Koalin, Biéha, Matroukou, Guitti et Samendéni

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
15. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement					
Réhabiliter des barrages	11	15	4	24	Barrages réhabilités: Tapoa, Bogandé, Koumbri, Zourmakita, Yaramoko, Dala, Bani, Touro, Saria, Comoé, Loropéni, Barkoundba, Kossoghin, Bissighin, Tanvi/Nakamtenga, Kologoguessé, Diapangou Béré, Sandogo, Niogo, Goumogho, Tiéfora, Yaika et Séboun
Construire le barrage hydro-agricole et électrique de Ouessa Phase 1	45%	100%	100%	100% (étude)	Le document d'étude est disponible
Construire le barrage hydro-agricole et hydroélectrique de Bassiéri	60%	100%	100%	100% (étude)	Le document d'étude est disponible
Construire le barrage de la Bougouriba, Phase 1 (études de faisabilité)	20%	100%	95%	95% (étude)	Les études ont été terminées au premier trimestre 2020. L'Avant-Projet détaillé est disponible
Construire le barrage hydro-agricole et électrique de Banwaly (études de faisabilité)	45%	100%	100%	100% (étude)	Le document d'étude est disponible
Construire le barrage de Bambakari/Tin-Akoff	20%	50%	21%	21%	Situation sécuritaire difficile empêche la poursuite diligente des activités
Finaliser les travaux d'achèvement du barrage de Samendeni (PDIS I)	0%			95,75%	Des travaux confortatifs ont été réalisés cette année et l'inauguration officielle du barrage a eu lieu sous Le haut patronage de SEM le Président du Faso
Etendre les branchements Particuliers (BP) au réseau ONEA	19 482	33 226	27 151	109 925	Nombre de Branchements Particuliers au réseau ONEA
Etendre le réseau AEP en km	110,15	618	553	1051,1	
Construire des Bornes fontaines (BF)	98	170	188	388	Nombre de bornes fontaines
Augmenter la Capacité de production d'eau de surface en m3/j	7658	24000	9 128	165 596	

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
15. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement					
Augmenter la Capacité de stockage en eau (m ³)	450		635	13 685	

Indicateurs d'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement de qualité

Indicateurs	Valeur 2018	Cible 2019	Valeur 2019	Variation par rapport à 2018
<u>Accès à l'eau potable</u>				
Taux d'accès national à l'eau potable	74,0%	74,6%	75,4%	+1,4 point
Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural	67,3%	68%	68%	+0,7 points
Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain	91,1%	96%	92,9%	+1,8 points
Taux d'équipement des écoles en points d'eau modernes	58,3%	60%	50,9%	-9,1 point
Taux d'équipement des centres de santé en points d'eau potable	82,1%	85%	78,6%	-4,8 point
Nombre de villages sans accès à l'eau potable en milieu rural	113	<70	69	-44 villages NB : résultat positif, l'objectif étant de diminuer au fur et à mesure le nombre de villages sans accès à l'eau potable
<u>Accès à l'assainissement de qualité</u>				
Taux d'accès national à l'assainissement	22,6%	24,1%	23,6%	-0,5 point
Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural	16,4%	18%	17,6%	+1,2 points
Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu urbain	38,2%	40%	38,4%	+0,2 point
Taux d'équipement des écoles en latrines	72,4%	74%	74,8%	+2,4 points
Taux d'équipement des centres de santé en latrines	77,3 %	89%	84,7%	+7,4 points

Indicateurs de performance en matière de capacités de mobilisation et de gestion intégrée des ressources en eau

Indicateurs	Valeur 2018	Cible 2019	Valeur 2019	Variation par rapport à 2018
Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés	11	17	11	+0
Nombre cumulé de barrages réhabilités	22	37	26	+4
Pourcentage des retenus d'eau de surface avec protection des berges (%)	17,0%	19%	18%	+1 point
Proportion d'agences de l'eau disposant d'un SDAGE	40,0%	60%	40%	0 point
Taux de recouvrement de la CFE	86,3%	100%	106,69%	+40,39 points

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
16. Ministère des Infrastructures					
Construire et bitumer la Route Ouahigouya-Thyou-Frontière du Mali (63,00 km)	-			63,00 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Mettre en œuvre le Projet de réhabilitation de route et de facilitation du transport sur le corridor CU9 Lomé-Cinkansé-Ouagadougou (150,00 km)	76%-	100%	100%	150,00 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route Koupèla-Goughin (RN4) 34,00 km	88%	100%	100%	34,00 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de voiries de la ville de Ouagadougou (30,45 km)				30,45 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de voiries de la ville de Bobo-Dioulasso (17,04 km)	65%	100%	100%	17,04 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de voiries des villes de Manga, Pô et Kombissiri (48,00 km)		100%	100%	44,00 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de voiries des villes de Tenkodogo, Koupèla, Ouargaye (47 Km)	0	100%	100%	48 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de réhabilitation et de renforcement de la Rue Wemba Poko à Ouagadougou (1,65 km)	100%	100%	100%	1,65 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Construire et bitumer la voie d'accès de l'hôpital de District de Bogodogo (2,75 km)		100%	100%	2,75 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser l'échangeur du Nord et ses voies d'accès (22,00 km)	100%	100%	100%	22,00 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de réhabilitation des voiries de Koudougou (9 Km)	0	100%	100%	9 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de voiries de la ville de Kaya (53,30 km)	100%	100%	100%	53,30 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de voiries de la ville de Gaoua (52,00 km)	100%	100%	100%	52,00 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route (RN7): Banfora-Frontière de la Côte d'Ivoire (73,00 km)				73,00 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Réaliser les travaux de réhabilitation et de renforcement de la route (RN3) : Ziniaré-Kaya (23,00 km)				23,00 km	<i>Entièrement réalisée</i>
Construire et bitumer la voie Ouaga-Komsilga (21,55 km)				21,55 km	<i>Entièrement réalisée</i>

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
16. Ministère des Infrastructures					
Construire et bitumer la route Dédougou-Tougan (91,00 km)	71%	100%	100%	91km	<i>Entièrement réalisée</i>
Construire et bitumer la Route Didyr-Toma-Tougan (84,00 km)	44,75%	100%	75,81%	47 km	Faibles capacités techniques et opérationnelles des entreprises
Construire et bitumer la route Kongoussi-Djibo (96,00 km)	67,2%	75	74%	16 km	Situation sécuritaire difficile
Construire et bitumer la Route Manga-Zabré (79,00 km)	16,61%	100%	53,17%	40 km	Contre-performance des entreprises
Construire et bitumer la Route Kantchari-Diapaga-Frontière du Bénin (145,00 km)	4,5%	75%	20,15%		Situation sécuritaire difficile et obtention tardive de l'Avis de Non Objection (ANO) pour le contrat de contrôle
Construire et bitumer la voie de contournement de Ouagadougou (125 km)	-	40%	6,20%		Ralentissement des travaux dû à la libération des emprises.

Indicateurs de qualité sur la mobilité sur le réseau routier classé et urbain

Indicateur	Valeur 2018	Cible 2019	Valeur 2019	Variation par rapport à 2018
Proportion de route bitumée	25,61%	26,1%	26,72%	1,11%
Linéaire de routes bitumées renforcées ou/et réhabilitées (en km)	261	284	284	
Linéaire de nouvelles routes bitumées	183.5 km	280 km	281.6 km	98,1
Linéaire de voiries achevées (km)	249,44	276	276,44	27
Linéaire de pistes rurales aménagées (en km)	1 770	2 322,95	1928,33	

Actions	Réalisation2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Réalisation2016-2019	Observations
17. Ministère de l'Energie					
Electrifier 10 localités par l'Agence Burkinabè d'électrification Rurale (ABER)	8	10	2	10	Les 10 localités sont électrifiées
Électrifier 229 localités sur financement de la Banque Mondiale	0	229	54	54	
Acquisition et installation de 1 500 000 lampes LED en remplacement des lampes à tubes fluorescents dans les ménages	190 000		1 310 000	1 500 000	Les réceptions définitives sont programmées pour l'année 2020
Raccorder de nouvelles localités au Réseau national interconnecté (RNI)	23		12	35	
Electrifier de nouveaux villages par système solaire photovoltaïque ou hybride	20	100	00	20	L'électrification des 100 villages sera prise en compte dans le cadre du projet YELEEN
Equiper des Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA) avec des mini-centrales solaires photovoltaïques	14	11	00	14	Contraintes budgétaires
Installer des lampadaires à lampes à diodes électroluminescentes (LED) dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	1500	4500	3000	4500	Gain de puissance de l'ordre de 575,4 kW .
Electrifier des centres de santé, écoles et centres d'alphabétisation par des systèmes solaires photovoltaïques	450	00	0	450	Contraintes budgétaires
Installer des lampadaires à lampes à diodes électroluminescentes (LED) dans les localités urbaines et rurales	1 500	10 500	9 000	10 500	Les réceptions définitives sont prévues pour être réalisées en 2020.
Mettre en œuvre le projet de construction de la centrale solaire photovoltaïque de Zagtouli (50 MWc)	33 MWc	0 MWc	0 MWc	33 MWc	Recrutement d'un Consultant en cours pour l'élaboration du DAO de l'extension à 50 MWc.
Réaliser la centrale thermique de Fada-N'Gourma pour une capacité additionnelle de 7,5 MW	0 MW	7,5 MWc	7,5 MWc	7,5 MWc	La mise en service n'a pas été faite pour raison d'insécurité et le sera dans le premier trimestre 2020.
Réaliser la centrale solaire photovoltaïque de 26 MWc à Zina	0	0	0	0	Les documents contractuels ont été approuvés et signés.
Réaliser les centrales solaires de 20 MWc à Koudougou et 10 MWc à Kaya	0	0	0	0	Le démarrage des travaux est prévu pour 2020.

Actions	Réalisation2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Réalisation2016-2019	Observations
17. Ministère de l'Energie					
Mettre en œuvre le Projet de restructuration de 168,24 MWc en 06 centrales photovoltaïques d'une puissance cumulée de 155 MWc	0	0	0	0	les contrats PPP ont été signés et les baux emphytéotiques sont en cours de finalisation pour 04 entreprises.
Construire la centrale solaire de 14 MWc à Matourkou	0	0	0	0	Les études de faisabilité sont en cours.
Réaliser les centrales solaires du Projet YELEEN	0	0	0	0	Les prestations du consultant recruté sont en instance de démarrage.
Réaliser le Projet de Parc solaire à vocation régionale	0	0	0	0	Les études de faisabilité et d'impact environnementaux sont en cours
Réaliser les études de faisabilité pour la construction des mini centrales hydroélectriques à Folonzo, Bontioli et Gongourou	0	0	0	0	Etude de faisabilité réalisée
Réaliser des travaux de renforcement des capacités de deux (02) lignes électriques interurbaines de 225 kV: Pâ-Diéboukou et Ziniaré-Kaya.	0	0	0	0	L'évaluation des offres a été faite et les entreprises ont été notifiées.
Mettre en œuvre le Projet d'Electrification Rurale Décentralisée des provinces de Ziro et du Gourma (ERD-ZIGO) de quarante-cinq (45) localités	0	45	14	14	Les réseaux BT (basse tension) des 14 localités sont entièrement achevés.
Mettre en œuvre le projet d'électrification rurale décentralisée par système solaire photovoltaïque de 41 localités sur financement de la BID	0	41	0		Les travaux d'électrification des 41 localités par énergie renouvelable sont en cours d'achèvement pour deux lots
Distribuer 25 000 lampes solaires au profit de 400 écoles primaires publiques en zone rurale hors Réseau National Interconnecté.	0	8 000	8 000	8 000	Les 8 000 lampes solaires ont été acquises. et seront distribuées à la suite de la formation des acteurs.

INDICATEURS DE PERFORMANCE EN MATIERE D'ACCES AUX SERVICES ENERGETIQUES DE QUALITE ET D'EFFICACITE ENERGETIQUE

INDICATEURS	VALEUR EN 2018	CIBLE 2019	VALEUR 2019	VARIATION PAR RAPPORT A 2018
Taux de couverture électrique national (%)	38,56	52,3	38,69	0,13
Taux d'électrification national (%)	21,44	30	22,79	1,35
Nombre de localités électrifiées	711	982	777	66
Puissance installée (MW)	359,55	650	410	50,45
Part des énergies renouvelables dans la production totale (%)	16,87	19	18,36	1,49
Puissance du Réseau National (MW)	326	-	352	26

Source : DGESS/ME

Actions	Réalisations 2018	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
18. Ministère des Mines et des Carrières				
Opérationnaliser le Fonds Minier de Développement Local (FMDL)	Les textes réglementaires ont été finalisés, six communes ont bénéficié de formations sur le FMDL et une étude sur les prix de vente des substances de carrières extraites a été réalisée	Un arrêté a été pris sur le reversement des taxes aux collectivités bénéficiaires et la répartition du FMDL au titre de l'année 2018 et de la taxe superficielle au titre de 2018 a été effective	Les textes réglementaires ont été finalisés et un arrêté a été pris sur le reversement des taxes aux collectivités bénéficiaires	À partir de 2020, le paiement de 1% du chiffre d'affaires s'appliquera. Le montant total repartit au titre du 1 ^{er} et du second semestre 2019 est de 29,85 milliards de F CFA.
Opérationnaliser l'Agence nationale d'encadrement de l'exploitation artisanale et semi-mécanisée (ANEEMAS)	L'ANEEMAS est opérationnelle	Dix (10) bureaux de l'ANEEMAS sont fonctionnels dans cinq (05) régions.	L'ANEEMAS est opérationnelle.	
Elaborer le code pétrolier et ses textes d'application	Les termes de référence pour le recrutement ont été élaborés	L'avis de manifestation pour le recrutement de consultants a été publié dans les journaux.		
Adopter les textes d'application du code minier	Sur un total de 35 textes à adopter, 24 ont été élaborés	14 projets de textes élaborés dont quatre adoptés.	28 textes ont été adoptés	

Quelques indicateurs clés du Ministère des Mines et des Carrières

Programmation	Réalisation 2018	Réalisations 2019
Faire augmenter le montant moyen des investissements locaux de moins de 02 milliards en 2015 à 05 milliards en 2020	2,508 milliards F CFA (FMDL)	Environ 29,85 milliards de F CFA (FMDL)
Faire augmenter les emplois directs et indirects de moins de 10 000 en 2015 à 20 000 en 2020	43 606	51 631
Nombre de mines en exploitation	13 mines (12 d'or et une mine de zinc)	16 (15 mines d'or et une mine de zinc)
La production industrielle d'or (tonnes)	52,6 (+16,1%)	50,3
La production industrielle de zinc (tonnes)	165 100 (+0,5%)	211 243,80.
La production artisanale d'or	307,516 Kg (+187,4%)	258,6 Kg
La production des substances de carrières (m3)		707 954
Recettes directes au budget de l'Etat (milliards FCFA)	252,062 (11,52+%)	256, 380

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
19. Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière					
Moderniser et sécuriser les titres de transports et réimmatriculer les véhicules	42 678 permis de conduire sécurisés ont été délivrés	116 000 permis de conduire et 324 000 cartes grises sécurisés ont été délivrés	126 434 permis de conduire et 124 966 cartes grises sécurisés ont été délivrés	169 112 permis de conduire et 124 966 cartes grises sécurisés ont été délivrés ;	
Opérationnaliser le programme de renouvellement du parc de véhicules	318 véhicules d'hydrocarbures, 174 véhicules de marchandises et 64 porte-conteneurs ont été importés	Réaliser une étude sur la mise en place d'un fonds de garantie pour les transporteurs et signer une convention de gestion du fonds	Le rapport d'étude est disponible, 134 véhicules attelés ont été importés et la convention de gestion a été signée	690 véhicules attelées neuf ont été importés	La mise en place du fonds est attendue avant juin 2020
Acquérir de nouveaux bus pour renforcer le parc	60	50	60	140	
Rendre effectif le contrôle de la charge à l'essieu des véhicules	191 206 véhicules lourds de transport de marchandises ont été contrôlés.	Contrôler 170.000 véhicules lourds de transport de marchandises.	168 513 véhicules lourds de transport de marchandises ont été contrôlés.	663.557 véhicules lourds de transport de marchandises ont été contrôlés.	Fermeture du poste de contrôle de Nadiagou en 2019 après avoir subi 2 attaques terroristes
Mettre en œuvre les travaux de construction et de bitumage des voies d'accès de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Les travaux de construction et de bitumage des voies d'accès sont en cours de réalisation (98 %).	Achever les travaux de construction et de bitumage des voies d'accès	Les travaux de construction et de bitumage des voies d'accès sont réalisés à 100 %.	Les travaux de construction et de bitumage des voies d'accès sont réalisés à 100 %.	
Démarrer les travaux sur la plateforme aéroportuaire et sur l'ensemble des 03 parties de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Démarrage des travaux sur la plateforme aéroportuaire et sur l'ensemble des 03 parties.	Poursuivre les travaux sur la plateforme aéroportuaire et sur l'ensemble des 03 parties.	Le lot 2B2 a été réalisé à 28%, le lot 3.1 à 16% et le lot 3.2 (Réseau eau potable et incendie) à 30%.	Les travaux sur la plateforme aéroportuaire et sur l'ensemble des 03 parties sont en cours de réalisation.	

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
19. Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière					
Lancer les appels d'offres en vue de l'attribution de marchés de travaux pour les lots B et A1 de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Lancement des appels d'offres en vue de l'attribution de marchés de travaux pour les lots B et A1	Attribuer les marchés de travaux pour les lots B et A1.	Attribution du lot B et Négociation entamée pour l'attribution du lot A.	Lancement des appels d'offres en vue de l'attribution de marchés de travaux pour les lots B et A1 effectué.	
Signer un protocole d'accord pour la mise en délégation de service public de la gestion de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	Signature d'un protocole d'accord pour la mise en délégation de service public de la gestion de l'aéroport	Conclure le contrat pour la mise en délégation de service public de la gestion de l'aéroport de Ouagadougou.	Négociations entamées avec le partenaire stratégique pour aboutir à la signature du contrat	Signature d'un protocole d'accord pour la mise en délégation de service public de la gestion de l'aéroport	
Certifier l'aéroport de Ouagadougou	L'expression d'intérêt pour la certification de l'exploitant a été évaluée	Finaliser la documentation de l'ANAC et de l'exploitant d'aérodrome ; Recruter le personnel technique ; Evaluer la demande formelle du certificat de l'exploitant d'aérodrome, baliser la voie de circulation C et réhabiliter la RESA et des bandes de piste	Documentation de l'ANAC et de l'exploitant finalisée ; Recrutement du personnel technique réalisé ; demande formelle du certificat de l'exploitant d'aérodrome évaluée ; voie de circulation C balisée et ; RESA et bandes de piste réhabilitées		

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
20. Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat					
EN MATIERE D'INDUSTRIE					
Implanter une usine de filature classique à Bobo-Dioulasso	Signature d'un protocole d'entente, entre l'Etat burkinabè et le groupe suisse IMC CORPORATION SA et identification du site pour l'implantation de l'usine	Réaliser l'étude de faisabilité, lancer le processus de mobilisation des ressources, signer le contrat avec le partenaire et débiter les travaux d'installation des machines	Réalisation en cours de l'étude de faisabilité	Signature d'un protocole d'entente entre l'Etat burkinabè et le groupe suisse IMC CORPORATION SA, identification du site pour l'implantation de l'usine, réalisation en cours de l'étude de faisabilité.	
Implanter une usine d'égrenage de coton bio à Koudougou	Bouclage des procédures réglementaires entre parties-prenantes et démarrage effectif des travaux de l'usine	Construire le bâtiment, installer les équipements recruter le personnel technique de l'usine et démarrer l'usine.	Construction de la plateforme de l'usine ; recrutement du personnel ; inauguration et démarrage de l'usine prévue pour le 30 janvier 2020.	Construction de la plateforme de l'usine, recrutement du personnel inauguration et démarrage de l'usine prévue pour le 30 janvier 2020.	L'inauguration et le démarrage de l'usine a eu lieu le 30 janvier 2020 en marge du SICOT.
Relancer les entreprises en difficultés	Injection de 100 millions de FCFA au profit de la Minoterie du Faso, financement du diagnostic stratégique de 24 entreprises et de 20 plans de restructuration, réalisation de 51 pré-diagnostic.	Faire le diagnostic stratégique de 8 entreprises, établir 10 contrats de suivis et signer 6 conventions d'accompagnements financiers	Réalisation de 7 pré-diagnostic et de 3 diagnostics stratégiques, réalisation en cours de 2 diagnostics stratégiques validation de 2 dossiers de financements et suivi de la mise en œuvre des plans de restructuration de 13 entreprises	Injection de 100 millions de FCFA au profit de la Minoterie du Faso (MINOFA), financement du diagnostic stratégique de 26 entreprises et de 20 plans de restructuration et réalisation de 58 pré-diagnostic.	
Organiser le Salon International du Coton et du Textile (SICOT)	Le 1 ^{er} Salon a été organisé à Koudougou du 27 au 29 septembre 2018	La 2 ^{ème} Salon est prévue les 30 et 31 janvier 2020	Une conférence de presse est organisée à Koudougou pour le lancement des activités préparatoires de la		La 2ème édition du SICOT s'est effectivement tenue les 30 et 31 janvier 2020

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
20. Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat					
			2ème édition du SICOT.		
Adopter et Rendre opérationnelle la stratégie d'industrialisation	-	Adopter la stratégie d'industrialisation et mettre en œuvre la tranche 2019 de la stratégie d'industrialisation	Adoption de la stratégie par arrêté, réalisation de film documentaire sur et élaboration des supports de communication.	Adoption de la stratégie par arrêté, réalisation de film documentaire sur et élaboration des supports de communication.	
Mettre en œuvre le Projet de création et de mise en place d'Incubateur, de Pépinière et d'Hôtel d'Entreprises dans le Secteur Agroalimentaire (PIPHE-SA)	Démarrage des travaux de construction et admission de 28 porteurs de projets dans le dispositif d'incubation	Construire une partie des infrastructures, incuber la 2ème promotion, sélectionner la 3ème promotion et accueillir au moins 15 startups en pépinière d'entreprises.	Construction d'une partie des infrastructures et sélection de 80 porteurs de projets et promoteurs d'entreprises	Admission de 108 porteurs de projets d'entreprises en incubation et construction d'une partie des infrastructures	
Aménager et viabiliser de nouvelles zones industrielles	La zone industrielle de Bobo-Dioulasso est au stade d'élaboration du dossier d'appel d'offres et celle de Ouagadougou, est au stade embryonnaire	Réaliser les travaux d'aménagements et de viabilisation des zones industrielles aux sorties de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso	Pour la PHASE I, le taux d'exécution des travaux est de 24,32% et 90% pour la PHASE II.	Pour la PHASE I, le taux d'exécution des travaux est de 24,32% et 90% pour la PHASE II.	
Formuler et mettre en œuvre le programme « une Région, une usine de transformation agroalimentaire »		Formuler et mettre en œuvre le programme « une Région, une usine de transformation agroalimentaire ;	Formulation effective du programme. Le document est disponible.	Formulation effective du programme. Le document est disponible.	Une étude de faisabilité a été réalisée
Implanter un complexe industriel de transformation de coton dans trois localités		Réaliser les études de faisabilité, mobiliser les ressources et délimiter les sites d'implantation	Elaboration des TDRs pour la réalisation des études	Création de la société A STAR TEXTILE Burkina et finalisation des processus de mobilisation des sites et des ressources financières	

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
20. Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat					
Mettre en place une usine de filature de coton à Koudougou		Réaliser l'étude de faisabilité du projet par la partie burkinabè Mobiliser le site et les ressources	les concertations sont en cours avec le partenaire japonais Marubeni sur le modèle économique du projet	Les concertations sont en cours avec le partenaire japonais Marubeni sur le modèle économique du projet.	Difficulté de mobilisation de site approprié pour le projet (6 hectares)
Implanter un parc industriel textile à Bobo-Dioulasso	-	Valider le rapport de l'étude de faisabilité et lancer le processus de mobilisation des ressources	Réalisation en cours de l'étude de faisabilité par le partenaire chinois Orient International	Réalisation en cours de l'étude de faisabilité par le partenaire chinois Orient International	
Mettre en place un pôle industriel textile à Bobo		Valider le rapport de l'étude de faisabilité et lancer le processus de mobilisation des ressources	Réalisation en cours de l'étude de faisabilité par le partenaire IMC Corporation	Réalisation en cours de l'étude de faisabilité par le partenaire IMC Corporation	
Rouvrir l'ex usine FASO FANI à Koudougou	Signature d'un protocole d'accord cadre, en vue de l'acquisition de l'unité industrielle de FASOTEX SA et d'un protocole d'accord relatif au règlement définitif du contentieux	Réaliser l'étude de faisabilité du projet, boucler le processus de mobilisation des ressources financières et démarrer les travaux de construction	L'étude de faisabilité du projet a été réalisée et les diligences relatives au montage financier du projet bouclées	Signature d'un protocole d'accord cadre, en vue de l'acquisition de l'unité industrielle de FASOTEX SA et d'un protocole d'accord relatif au règlement définitif du contentieux	Lancement des travaux de construction de la nouvelle usine prévu courant 2020
Achever les travaux de construction de la STFL	Réalisation des travaux d'évaluation de l'outil de production et du génie civil de la STFL	Achever la construction de l'usine, Réaliser les travaux de génie civil et génie industriel Monter les équipements de l'usine.	Audit /réévaluation des coûts réalisés ; Signature du Mémoire pour le démarrage des travaux	Audit /réévaluation des coûts réalisés ; Signature du Mémoire pour le démarrage des travaux	
EN MATIERE DE COMMERCE					
Réorganiser la filière anacarde	Arrêté interministériel portant conditions de	Réaliser l'étude de faisabilité de la mise en place du Conseil	Réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en	Arrêté interministériel portant conditions de	Cela a permis de mobiliser plus de trois

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
20. Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat					
	délivrance d'agrément pour l'achat et l'exportation de la noix brute de cajou	Burkinabè de l'Anacarde (CBA), mettre en place une structure de régulation, de stabilisation et de développement de la filière et formuler et mettre en œuvre l'initiative anacarde.	place du CBA ; Adoption du décret portant création du CBA et du décret portant statut du CBA et formulation de l'initiative Anacarde ; Mise en place complète des organes du CBA	délivrance d'agrément pour l'achat et l'exportation de la noix brute de cajou	milliards de francs CFA pour le financement de la filière
Mettre en place une centrale d'achat des produits de grande consommation	Une étude de faisabilité a été réalisée	Mobiliser le financement, élaborer les textes de création, créer et opérationnaliser la centrale d'achat	Etude de faisabilité réalisée et Textes de création élaborés	Etude de faisabilité réalisée et Textes de création élaborés	
Mettre en œuvre l'Initiative de labellisation des produits du terroir	Elaboration des TDR pour la labellisation de quatre produits et transmission des requêtes de financement à l'OAPI et l'OMPI	Elaborer et valider le catalogue des motifs des 4 produits, protéger les dénominations et les différents motifs, créer et protéger des labels (logo) pour chaque produit	Protection effective du label Faso Dan Fani et de quatre catalogues de motifs	Labellisation du Faso Danfani	Processus de labellisation du chapeau de Saponé enclenché : phase appel à compétition pour la conception du Logotype
En matière de développement du secteur de l'artisanat					
Démarrer le projet de mise en place du centre national de traitement artisanal du coton (CNATAC)	Construction et du équipement du CNATAC (phase 1)	Mettre en place les instances du Projet, former les artisans du CNATAC sur des modules techniques et des modules liés à l'entrepreneuriat et à la gestion de leurs entreprises	Mise en place des instances du CNATAC, signature de l'arrêté conjoint portant création, classification, attributions et fonctionnement du CNATAC, mise en place de l'unité de gestion du programme budgétaire	Construction et équipement du CNATAC (phase 1) Mise en place des instances, signature de l'arrêté conjoint portant création, classification, attributions et fonctionnement du CNATAC, mise en place de l'unité de gestion du programme budgétaire	Le recrutement du personnel complémentaire (un comptable et d'un Expert en Suivi-évaluation) s'achèvera en 2020

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
20. Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat					
<i>En matière de promotion du secteur privé et d'amélioration du climat des affaires</i>					
Créer deux Zones Economiques Spéciales (ZES)	Etude de faisabilité pour la création des deux ZES	Elaborer et adopter le cadre légal et réglementaire des ZES, créer et rendre opérationnelles les zones franches	Elaboration des TDR pour le recrutement d'un Consultant pour la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique et sociale	Etude de faisabilité pour la création des deux ZES, élaboration des TDR pour le recrutement d'un Consultant pour la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique et sociale	Absence d'allocation budgétaire en 2019 pour la réalisation des études complémentaires
Réaliser et mettre en service un portail virtuel « Porte d'entrée au Burkina Faso »	-	Le portail est disponibilité du sur Internet	La première phase du portail virtuel a été réalisée et disponible à l'adresse www.peb.bf ;	La première phase du portail est fonctionnelle	L'opérationnalisation de la 2 ^{ème} phase interviendra en 2020

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
21. Ministère des Ressources Animales et Halieutiques					
Mettre à la disposition des éleveurs des Sous-Produits Agro-industriels (SPAI) à prix subventionnés	54 477 tonnes	1 040 tonnes	9 474 tonnes	173 432 tonnes	
Acquérir des équipements de transformation, de fauche et de conservation de fourrage	405 broyeurs polyvalents, 134 motoculteurs, 2 301 charrettes et 2 853 brouettes ont été acquis	Acquérir 52 broyeurs polyvalents, 120 motoculteurs, 100 charrettes, 100 brouettes et 300 faucheuses mécaniques	75 broyeurs polyvalents, 275 charrettes, 1 159 brouettes et 300 faucheuses mécaniques acquis	991 broyeurs polyvalents, 296 motoculteurs, 4 683 charrettes, 5541 brouettes et 300 faucheuses mécaniques acquis	
Mettre en place une Centrale d'achat de médicaments vétérinaires (CAMVET)	Fonds mobilisé par le PADEL-B et le PDPS	Actualiser les études de faisabilité	Recrutement du MOD effectif ; Plan architectural actualisé ; Site de construction identifié et sécurisé ; Financement acquis pour 1,7 milliard de FCFA ; Etudes environnementale et sauvegarde sociale réalisées	Fonds mobilisé par le PADEL-B (1,2 milliard de FCFA) et le PDPS (500 millions)	Début imminent du chantier
Créer une unité de production de vaccins pour animaux au Laboratoire national d'élevage de Ouagadougou	Au stade de préparation et de recherche de financement		TdR pour les études de faisabilité disponible ; Démarrage du processus de recrutement du Consultant pour conduire l'étude de faisabilité	Au stade de préparation et de recherche de financement	Insuffisance de partenaires
Construire 5 abattoirs modernes dans 5 villes	L'abattoir de Kaya est entièrement réalisé	Démarrer l'abattoir de Ouahigouya et Pouytenga, rechercher les financements	Les travaux de construction de l'abattoir de Ouahigouya et de	L'abattoir de Kaya entièrement réalisé et ceux de Ouahigouya et	Les autres sont à la recherche de

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
21. Ministère des Ressources Animales et Halieutiques					
		pour les études de faisabilité de l'abattoir de Banfora et les travaux de construction de l'abattoir de Fada.	Pouytenga sont en cours ;	Pouytenga en cours de construction;	financement
Construire l'abattoir frigorifique de Bobo-Dioulasso	Phase de négociation avec des partenaires	Rechercher les partenaires pour la réalisation de l'infrastructure en mode PPP	Identification et Prise de contact avec les potentiels partenaires	Phase de négociation avec des partenaires	
Construire des aires d'abattage	07	13	18	73 aires d'abattage réalisés	
Construire des laiteries dans le bassin laitier de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso	Laiterie de Ouagadougou en cours d'exécution dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de développement Laitier dans la Zone péri-urbain de Ouagadougou (PDEL ZPO)	Rechercher des financements pour la construction de la laiterie de Bobo-Dioulasso		.	Recherche de financement pour la laiterie de Bobo-Dioulasso

Réalisations d'infrastructures hydro-pastorales en 2019

Région	Forages pastoraux	Boulis pastoraux	Puits pastoraux
Boucle du Mouhoun	07	05	
Cascades	03	0	0
Centre	5	0	0
Centre-Est	0	0	0
Centre-Nord	01	02	0
Centre-Ouest	01	0	0
Centre-Sud	0	0	0
Est	62	04	05
Hauts-Bassins	06	09	0
Nord	0	0	0
Plateau central	03	02	0
Sahel	08	07	0
Sud-Ouest	12	01	0
Ensemble	108	30	05

Source : DGESS/MRAH

Exportation et transformation des produits animaux de 2014 à 2019

Variables	Année					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations						
Bovins (têtes)	331 380	346 454	241 192	173 292	98 050	44 008
Ovins (têtes)	744 952	508 395	542 386	261 972	166 658	52 779
Caprins (têtes)	751 080	348 311	295 999	103 748	110 988	67 846
Viande (en T)	327	132,5	262,482	148	924	20 007,34
Cuirs (unité)	11 491	170 635	11 896	10 729	29 335	25 521
Peaux (unité)	175 746	314 012	63 302	69 777	103 216	85 583
Produits transformés						
Lait (Litre)	3 973 298	4 447 339	4 547 210	4 309 061	242 660	1 597 506
Miel (Kg)	97 236	432 326	151 117	3 702 35	210 301	306 925

Source : DGESS/MRAH

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
22. Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes					
Créer l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (ANFP)	L'ANFP a été créée par décret en Conseil des Ministres	Modifier le décret pris en Conseil des Ministres	Le décret pris a été modifié, Les statuts ont été adoptés	L'ANFP a été créée par décret en Conseil des Ministres	Pour son opérationnalisation, le Directeur Général, le Secrétaire Général et le Directeur de l'Administration des Finances de l'ANFP ont déjà été nommés en Conseil des Ministres.
Réformer l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE)	Le rapport portant réforme de l'ANPE a été adopté en Conseil des Ministres			Le rapport portant réforme de l'ANPE a été adopté en Conseil des Ministres	Cette réforme a permis de recentrer l'ANPE dans son rôle d'intermédiation sur le marché de l'emploi, les centres de formation professionnelle étant désormais déconnectés et placés sous la coupe de l'ANFP.
Octroyer des financements aux jeunes pour la formation professionnelle	4 548	3 613	7 444	27 986	Effectif des bénéficiaires du financement
Placer des jeunes en stage	3 082	1 072	978	9 363	Effectif des jeunes placés en stage
Former et sensibiliser des jeunes en entrepreneuriat	13 872	6 133	10 722	34 819	Effectif des bénéficiaires
Financer des microprojets	2 346	2 700	3 096	12 225	Nombre de microprojets financés
Former des jeunes en Techniques de Recherche d'Emploi (TRE)	1 913	2 300	1 284	7 928	Effectif des bénéficiaires des formations en TRE
Créer des emplois formels	101 176	120 000	ND	284 811	Nombre d'emplois formels créés
Emplois informels créés				1 527 074	

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
23. Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat					
Construire 40 000 logements sociaux	2 361	5 000	1 041	5 119	Difficultés de financements et de capacités opérationnelles des promoteurs immobiliers nationaux
Aménager des voiries (km)	114,3	70	123,6	378 km	
Elaborer les documents de planification et de gestion des villes : 34 Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)	Les SDAU de Koupéla et de Pouytenga sont achevés et 13 autres Schémas sont en cours de finalisation	15	Le SDAGO et les 10 SDAU sont transmis au Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres pour adoption en Conseil en Ministres et les 5 autres SDAU des villes de Réo, Boromo, Houndé, Batié et Tougan ont été repris après le rejet des rapports provisoires	12 villes disposent déjà de SDAU adoptés en Conseil des Ministres	
Réaliser le premier lotissement de 80 communes rurales	21	67	18	40	

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
24. Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique					
Mettre en place des démembrements provinciaux de l'observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC)	20	2	2	45	
Mettre en place des démembrements départementaux de l'ONAPREGECC	190		7	308	Aucune prévision n'a été faite pour l'année 2019
Mettre en place des démembrements villageois de l'ONAPREGECC	2 847		921	6195	Aucune prévision n'a été faite pour l'année 2019
Former les membres des démembrements départementaux et villageois de l'ONAPREGECC	Sessions de formation au profit des membres des Observatoires départementaux et des Présidents des observatoires villageois		490 membres des observatoires départementaux et les présidents des observatoires villageois formés	1377 membres de l'ONAPREGECC formés	Aucune prévision n'a été faite pour l'année 2019

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
25. Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique					
En matière de gestion durable des ressources forestières et fauniques					
Récupérer 50 000 hectares de terres dégradées des espaces de conservation	7 565,35 ha	10 000 ha	2982,91 ha	25 022,26 ha	
Elaborer des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) de 35 espaces de conservation	15	Elaborer 10 PAF et mettre 300000 ha de forêts sous aménagement	2 PAF ont été élaborés et 235253,6 ha de forêts sont sous aménagement	32 PAF élaborés et 6 en cours de finalisation	
Réaliser 22 postes de contrôle	0	6	0	02	Délai accusé dans les attributions des marchés des plans architecturaux en 2019. Travaux de construction de 10 postes de contrôle reprogrammés en 2020.
Réaliser 10 postes forestiers	0	2	0	0	Délai accusé dans les attributions des marchés des plans architecturaux en 2019. Travaux de construction de 10 postes forestiers reprogrammés en 2020.

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
25. Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique					
Appuyer les Collectivités Territoriales pour la création de 115 nouveaux espaces de conservation	38	40	18	70 Collectivités Territoriales ont été appuyées pour la création d'espaces de conservation	La situation sécuritaire du pays impacte considérablement la tenue de l'activité
Mettre en œuvre le plan stratégique en matière de reforestation	17 356 kg semences forestières améliorées diffusées ; 8 791 186 plants produits et 4 187 604 plants mis en terre.	Diffuser 8 000 kg de semences forestières améliorées et 11 millions de plants et mettre en terre 10 500 000 plants	8 443,73 kg de semences forestières améliorées et 9 145 022 plants ont été produits et 4 527 678 plants ont été mis en terre	35 916,51 Kg de semences forestières améliorées diffusées et 18 382 458 de plants mis en terre.	
En matière d'assainissement et d'amélioration du cadre de vie					
Créer treize (13) centres de recyclage des déchets plastiques dans les régions	Réception de l'unité de Tenkodogo, finalisation du centre de Gaoua, poursuite des travaux des centres de Dédougou et Manga et équipement des centres de Dori et Tenkodogo en matériels	Opérationnaliser les centres de Bobo et Tenkodogo, réceptionner le centre de Gaoua, finaliser les centres de Manga et Dédougou et équiper les centres construits	Opérationnalisation des centres de Bobo, Tenkodogo et Dori, réception du centre de Gaoua ; Poursuite des travaux des centres de Dédougou et Manga et équipement des centres construits.	6 centres de traitement et de valorisation des déchets plastiques construits dont 3 opérationnels (Bobo, Dori, Tenkodogo), 1 en cours d'équipement (Gaoua) et 2 en cours de finalisation (Dédougou, Manga) ; Acquisition de 4 fonderies, 6 broyeurs, 3 lots de moules, 3 presses, 5 appareils de test de biodégradabilité ; Achat de 1860,771 tonnes de déchets plastiques.	
Créer cinq unités industrielles de traitement et de valorisation des déchets urbains	Elaboration de la note conceptuelle et du document de projet et lancement du marché pour la réalisation de l'étude de faisabilité de 2 unités industrielles	réaliser et valider les études techniques et de faisabilité environnementale de deux unités industrielles (Koudougou et Bobo-Dioulasso).		Elaboration de la note conceptuelle et du document de projet, lancement du marché pour la réalisation de l'étude de faisabilité de 2 unités industrielles	Recherche de financement

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observation
25. Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique					
En matière d'économie verte et de changement climatique					
Transformer 2 000 villages en éco villages	La stratégie nationale de création des écovillages (2018-2027) et son plan d'action (2018-2020) ont été élaborés et 1987 autres villages ont été identifiés sur l'étendue du territoire national dont 271 validés	Adopter la stratégie de création des écovillages et poursuivre le processus de transformation des 13 villages pilotes en écovillages.	La stratégie nationale de création des écovillages a été adoptée et 1716 nouveaux villages à transformer en écovillages ont été identifiés ; La validation d'un programme d'investissement dans 39 villages à transformer écovillages et mise en œuvre de ce programme dans 13 villages pilotes.	La stratégie nationale de création des écovillages et son plan d'action 2018-2020 ont été adoptés ; 2000 villages ont été identifiés pour être transformés en écovillages dont 13 villages-pilotes ayant bénéficié de certaines infrastructures. Au total, sur l'ensemble des sites pilotes, 35 jardins nutritifs implantés, 14 forages à équipements solaires munis de polytank mis en place, 91 lampadaires solaires installés et 150 latrines construites. 5 mini centrales installées (Youga, Betta, Tanlarghin, Baripsi et Nassougou) ainsi que 25 km de pistes et 1 AEPS à Betta.	

Indicateurs d'effet PNDES du Ministère de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique

Indicateur	Valeur 2018	Cible 2019	Valeur 2019	Variation par rapport à 2018
Pourcentage de communes disposant d'un système fonctionnel de gestion des déchets solides (en %)	23,14	23	27,22	+4,22%
Superficie cumulée d'espaces verts reboisées dans les communes urbaines (hectares)	123,45	135	141	+6%
Proportion d'établissements primaires et secondaires ayant intégré l'éducation environnementale dans leurs programmes d'enseignement (%)	4,4	6	ND	-
Proportion des espaces de conservation sous aménagement (%)	ND	30	ND	-
Proportion des aires de protection faunique sous aménagement(%)	75	65	75	0%
Superficies des terres dégradées des zones protégées récupérées (hectares)	7 565,35	10 000	2 982,91	4 582,44
Proportion de politiques sectorielles, de PRD et de PCD intégrant les principes et les problématiques émergentes de développement durable (%)	31,7	40	36	+4,3%
Quantité de carbones séquestrés (en millions de tonnes)	1,52	-	-	-
Nombre de villages en transformation en écovillages	5	13	13	0%

Source : MEEVCC

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
26. Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme					
Opérationnaliser le Fonds de développement culturel et touristique (FDCT)	Financement de 66 projets culturels et touristiques	Financement de 95 projets culturels et touristiques	Financement de 69 projets culturels et touristiques	Financement de 174 projets culturels et touristiques	Faiblesse des montants alloués au FDCT
Réhabiliter/ construire des campements, relais et réceptifs touristiques	Le réceptacle touristique de Boromo et les sites touristiques de Sindou et Karfiguela ont été réhabilités	Sécuriser des sites et réceptifs touristiques et valider le plan stratégique de développement (PSD) de l'aménagement des sites réceptifs		Le réceptacle touristique de Boromo et les sites touristiques de Sindou et Karfiguela ont été réhabilités	La faiblesse des ressources et la régulation budgétaire impactent sur les délais de réalisation des investissements
Renforcer l'attractivité touristique des ruines de Loropéni	Lancement des travaux de construction de la bibliothèque-réserve et du local technique-stationnement à Loropéni	Poursuivre le programme de renforcement de l'attractivité touristique des ruines de Loropéni	Achèvement du projet de réhabilitation du sanctuaire des rois Gan et de la boutique témoin à Obiré, de la bibliothèque-réserve et du local technique-stationnement à Loropéni	Achèvement du projet de réhabilitation du sanctuaire des rois Gan et de la boutique témoin à Obiré, de la bibliothèque-réserve et du local technique-stationnement à Loropéni	La faiblesse et la régulation budgétaire impactent sur les délais de réalisation des investissements

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2016-2019	Observations
27. Ministère des Sports et des Loisirs					
Construire des centres de sports et de loisirs de proximité (CSLP)	01	08	01	02	Insuffisance du budget d'investissement
Construire des stades régionaux à l'occasion des festivités du 11 décembre	01	01	01	04	Il est construit ou réhabilité, avec pose de gazon, le stade régional de la région qui accueille les festivités du 11 décembre
Aménager 350 terrains de proximité	0	20	13	13	Insuffisance du budget prévu suite aux résultats des études

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations cumulées 2016-2019	Observations
28. Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire					
Mettre en œuvre le Projet de prise en charge intégrée de 175 000 orphelins et autres enfants vulnérables (PECI-OEV)	17 531 OEV ont été pris en charge	30 000	55 106	72 637 OEV ont été pris en charge	Résultats expliqués par la prise de mesures fortes en matière de prise en charge des OEV dont les enfants des personnes déplacées internes combinés à l'accompagnement des PTF pour la mise en œuvre de projets spécifiques (Sukaabè Rewlè par exemple)
Achever le centre d'accueil et de formation des enfants et jeunes en difficultés de Ouahigouya	Le processus est en cours	Le centre d'accueil est construit et équipé	Centre inachevé	Le processus est en cours	Recherche de financement : Projet soumis à plusieurs bailleurs (Banque Arabe pour le développement Economique en Afrique (BADEA), Fonds saoudien pour le développement et le Fonds fiduciaire du Japon pour l'Afrique)
Mettre en œuvre le Projet d'appui à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'entreprenariat des personnes handicapées	3 025 personnes handicapées bénéficiaires de subvention pour leurs micro-projets	5 825	5 825	8850 personnes handicapées ont été bénéficiaires de subvention pour la réalisation de leurs micro-projets	Les personnes handicapées bénéficiaires ont été formées en gestion de micro-projets
Mettre en œuvre le Projet handicap et inclusion sociale	Le Projet handicap et inclusion sociale est en instance de démarrage	Démarrage effectif du Projet handicap et inclusion sociale	Démarrage non effectif	Le Projet handicap et inclusion sociale est en instance de démarrage	Projet à financement italien, une demande de réajustement du montant initial du projet introduite par le bailleur au regard d'un certain nombre de difficultés. Accord du MFSNFAH pour ce réajustement et en attente de la réaction du bailleur. La mise en œuvre du projet pourrait être effective au cours de l'année en cours avec l'installation de l'Ambassade d'Italie au Burkina Faso.
Mettre en œuvre le Programme intégré d'autonomisation de la femme au Burkina Faso (PIAF-BF)	1 338 entreprises informelles ont été immatriculées	ND	19362 entreprises ont été immatriculées	20500 entreprises ont été immatriculées sur une cible prévisionnelle de	

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations cumulées 2016-2019	Observations
28. Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire					
				25 000 d'ici à 2020	
Adopter la loi sur le quota genre		Adopter la loi sur le quota genre	Loi sur le quota genre adoptée ; Élaboration de la stratégie nationale genre		Loi sur le quota genre adoptée le 22 janvier 2020
Elaborer la stratégie nationale genre		Finaliser l'élaboration de la stratégie nationale genre	Stratégie nationale genre validée en novembre 2019 et plan d'action en cours de finalisation avant adoption	Stratégie nationale genre disponible	Le processus d'élaboration de son plan d'actions opérationnel est en cours
Dotation de 774 700 femmes de crédits pour le financement de leurs AGR		165 000	133 093	581 659	Crédit alloué de 9 847 878 000 FCFA pour l'année 2019
Personnes déplacées internes (PDI) enregistrées	ND	400 000	560 033 ² personnes dont 16,68% d'hommes et 29,65% de femmes et	560 033 personnes dont 16,68% d'hommes et 29,65% de femmes et 53,57% d'enfants	Montant des interventions 2019 : 3 918 149 000 FCFA. A la date 22 avril 2020, le nombre de PDI était de 848 329 dont 54% de femmes

² A la date du 9 décembre 2019

Actions	Réalisations 2018	Cibles 2019	Réalisations 2019	Réalisations cumulées 2016-2019	Observations
28. Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire					
			53,57% d'enfants		
Nombre d'enfants et de jeunes en situation de rue retirés de la rue		2 000	1 302 dont 62 filles	2 845 dont 362	
Mettre en œuvre le Projet filets sociaux « BURKIN – NAONG - SA YA » dans les régions du Nord, de l'Est, du Centre-Est, du Centre-Ouest, et du Sahel	74 655 ménages pauvres et vulnérables ont bénéficié de transferts monétaires pour un montant de 4 468 350 000 FCFA	101 641	68 658	101 624 ménages pauvres et vulnérables ont bénéficié de transferts monétaires pour un montant de 18 814 920 000 FCFA	Pour la région du Sahel la situation sécuritaire a retardé le paiement. Toutefois, grâce à l'accompagnement des autorités locales, une stratégie a été mise en place et a permis de déployer 7272 Kits de paiement dans les communes de Dori, de Falangountou, de Gorom-Gorom et de Markoye où les Travailleurs sociaux s'emploient à les remettre aux bénéficiaires.